



B U R K I N A F A S O



**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT**



**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 3^{ème} trimestre 2016

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 03/2016

SOMMAIRE

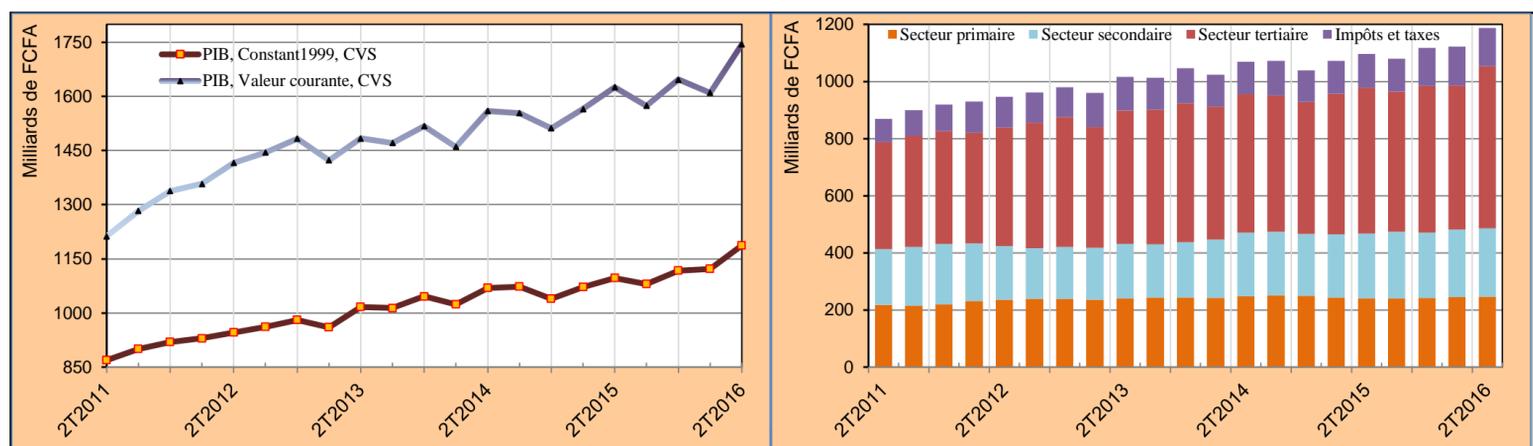
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	18
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Le troisième trimestre 2016 a connu, comparativement au trimestre précédent une baisse du niveau général des prix à la consommation essentiellement tirée par les produits alimentaires, le logement et le transport. Quant à l'activité économique, elle est restée dynamique au deuxième trimestre 2016.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
Secteur primaire	240,8	240,3	241,9	245,5	247,0	0,6%	2,5%
Agriculture	127,3	126,1	126,9	129,6	130,3	0,6%	2,3%
Elevage	84,3	84,8	85,4	86,1	86,6	0,6%	2,8%
Sylviculture, pêche et chasse	29,3	29,4	29,6	29,9	30,0	0,6%	2,7%
Secteur secondaire	227,5	234,1	228,8	235,1	238,5	1,4%	4,8%
Extraction	44,3	41,1	47,8	37,9	41,3	9,0%	-6,8%
Industrie manufacturière	95,9	96,1	94,2	95,9	97,4	1,7%	1,6%
Agroalimentaire	54,6	54,7	55,1	55,4	56,1	1,1%	2,6%
Egrenage et fabrication de textiles	9,4	9,1	6,5	7,4	8,1	8,7%	-14,5%
Bois et métaux	16,0	16,2	16,3	16,4	16,4	0,5%	2,5%
Autres industries manufacturières	15,8	16,1	16,4	16,7	16,9	1,5%	7,1%
Energie	26,6	29,5	25,3	26,0	26,9	3,4%	1,1%
BTP	60,8	67,4	61,5	75,4	72,9	-3,3%	19,8%
Secteur tertiaire	510,2	489,4	514,1	505,3	567,8	12,4%	11,3%
Services marchands	306,5	308,5	319,6	321,8	326,5	1,4%	6,5%
Commerce	112,9	114,2	115,4	116,0	116,3	0,3%	3,1%
Hotellerie et restauration	12,4	12,1	11,6	11,0	10,9	-0,6%	-11,7%
Transports	13,7	13,7	13,9	14,0	14,0	0,1%	2,7%
Télécommunication	81,3	83,6	88,9	92,5	91,8	-0,8%	12,9%
Services financiers	36,6	36,6	37,6	38,2	38,9	1,8%	6,2%
Autres services marchands	49,7	48,2	52,1	50,1	54,5	8,7%	9,8%
Services non marchands	227,2	204,4	218,9	208,2	266,5	28,0%	17,3%
Administrations publiques	207,0	184,1	198,3	187,5	245,8	31,0%	18,7%
Autres services non marchands	20,2	20,3	20,5	20,7	20,8	0,6%	3,1%
SIFIM	-23,5	-23,6	-24,3	-24,7	-25,2	2,0%	7,4%
Impôts et taxes	118,0	116,6	131,9	135,6	133,9	-1,3%	13,4%
PIB, Constant1999, CVS	1 096,6	1 080,4	1 116,8	1 121,6	1 187,1	5,8%	8,3%
PIB, Valeur courante, CVS	1 625,8	1 574,1	1 646,8	1 610,0	1 744,3	8,3%	7,3%



Au deuxième trimestre 2016, le produit intérieur brut, corrigé des variations saisonnières, a connu une croissance par rapport au 1er trimestre 2016. En effet, en volume, le PIB a crû de 5,8% en glissement trimestriel pour se situer à 1187,1 milliards FCFA au deuxième trimestre 2016. Cette hausse est due principalement à la croissance du secteur tertiaire (+12,4%) et particulièrement celle de l'administration publique (+31,0%). Les secteurs primaire et secondaire ayant connu respectivement des croissances de 0,6% et 1,4%. Quant aux impôts et taxes, ils ont connu une baisse de 1,3%.

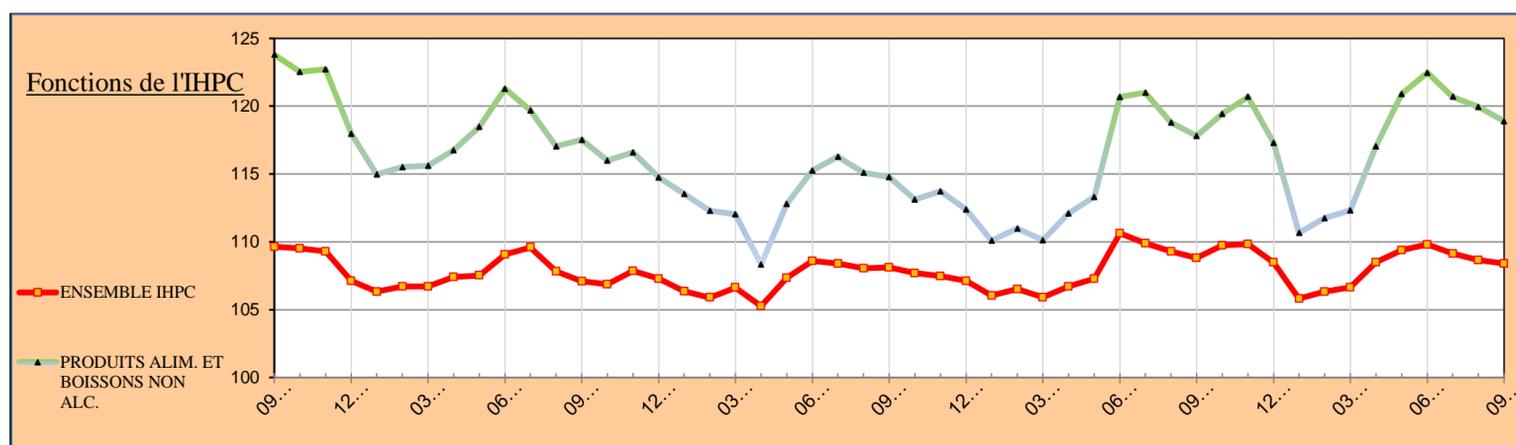
Comparé au deuxième trimestre 2015, le volume du PIB a connu une hausse de 8,3% au deuxième trimestre 2016. De même, cette évolution est principalement tirée par le secteur tertiaire (+11,3%).

En valeur, on note une hausse trimestrielle du PIB de 8,3% ainsi qu'une hausse de 7,3% en glissement annuel.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	109,3	109,4	106,3	109,2	108,7	-0,5%	-0,6%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	119,2	119,2	111,6	120,1	119,9	-0,2%	0,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	100,1	97,9	97,8	98,1	99,9	1,8%	-0,2%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,8	101,8	101,9	0,1%	0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	119,8	121,6	120,1	120,7	118,2	-2,1%	-1,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,1	97,9	97,9	97,9	97,9	0,0%	-0,2%
SANTE	100,9	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,4%
TRANSPORTS	110,7	109,9	108,9	106,7	104,9	-1,7%	-5,3%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,3	97,2	97,2	97,2	97,3	0,1%	-0,1%
ENSEIGNEMENT	108,1	108,6	108,6	108,6	108,6	0,0%	0,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	111,6	111,9	111,8	112,0	112,6	0,5%	0,9%
AUTRES BIENS ET SERVICES	104,9	104,9	104,9	104,9	105,1	0,2%	0,2%



Le troisième trimestre 2016 est marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation tant en variation annuelle que trimestrielle. En effet, l'IHPC a reculé de 0,6% par rapport au troisième trimestre 2015 et de 0,5% par rapport au trimestre précédent.

La baisse annuelle du niveau général des prix est essentiellement expliquée par un recul des prix au niveau des fonctions "transports" de 5,3% et "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" de 1,4%. D'autre part, elle est soutenue par la désinflation sensible des biens alimentaires (de 4,1% au 3ème trimestre 2015 à 0,5% au 3ème trimestre 2016). En dehors des produits sus-cités et des services des restaurants et hôtels qui ont connu une hausse de 0,9% de leurs prix, les autres produits ont enregistré une faible variation de leurs prix.

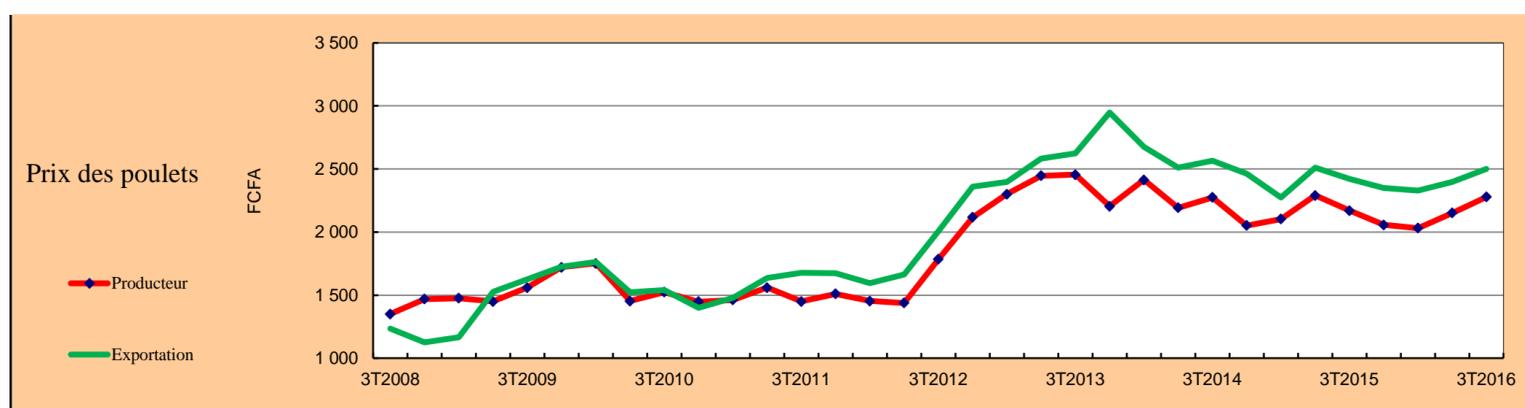
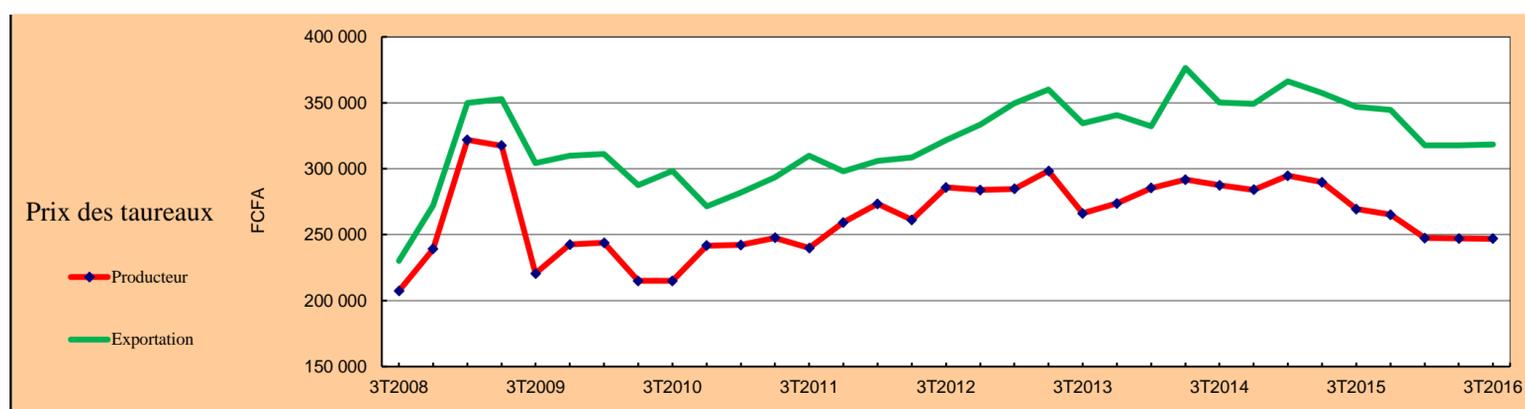
Quant à la baisse trimestrielle, elle reste justifiée essentiellement par la baisse des prix au niveau des fonctions "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-2,1%) et "transports" (-1,7%) mais aussi des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-0,2%). Les autres fonctions, en dehors des "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+1,8%), ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix.

En fin septembre 2016, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de +0,6% contre +0,5% en septembre 2015.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
					Prov		
Prix au producteur du taureau	269 464	265 267	247 564	247 146	246 959	-0,1%	-8,4%
Prix à l'exportation du taureau	346 911	344 713	317 751	317 648	318 333	0,2%	-8,2%
Prix au producteur du bélier	34 517	34 100	32 666	33 875	37 369	10,3%	8,3%
Prix à l'exportation du bélier	48 643	47 638	39 730	40 819	49 152	20,4%	1,0%
Prix au producteur du bouc	20 197	19 878	19 724	20 250	21 644	6,9%	7,2%
Prix à l'exportation du bouc	30 750	29 773	29 564	29 746	31 823	7,0%	3,5%
Prix au producteur du poulet	2 170	2 057	2 032	2 151	2 278	5,9%	5,0%
Prix à l'exportation du poulet	2 421	2 348	2 329	2 399	2 502	4,3%	3,3%
Prix au producteur de la pintade	2 275	2 253	2 124	2 190	2 343	7,0%	3,0%
Prix à l'exportation de la pintade	2 401	2 363	2 341	2 367	2 555	7,9%	6,4%



Au troisième trimestre 2016, le marché des animaux s'est caractérisé par un bon niveau d'approvisionnement en petits ruminants avec des prix globalement à la hausse. Une situation qui pourrait s'expliquer par une hausse de la demande.

Les prix du taureau ont affiché une stabilité au troisième trimestre 2016 sur les marchés de production et d'exportation de façon globale par rapport au trimestre écoulé. De façon détaillée, la tendance des prix est en baisse sur les marchés de production de Béna (-6,2%) et de Yilou (-10,1%) et en hausse sur celui de Tô (+7,3). La tendance des prix est également en baisse sur les marchés d'exportation de Bobo Colma (-8,4), en hausse sur le marché de Fada N'Gourma (+11,6) et stable sur le marché de Pouytenga (+1,3%) par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le prix du taureau a connu une baisse de 8,4% sur les marchés de production et de 8,2% sur les marchés d'exportation. La stabilité des prix du taureau serait due à la baisse de la demande extérieure et au ralentissement de l'activité commerciale en cette période d'hivernage.

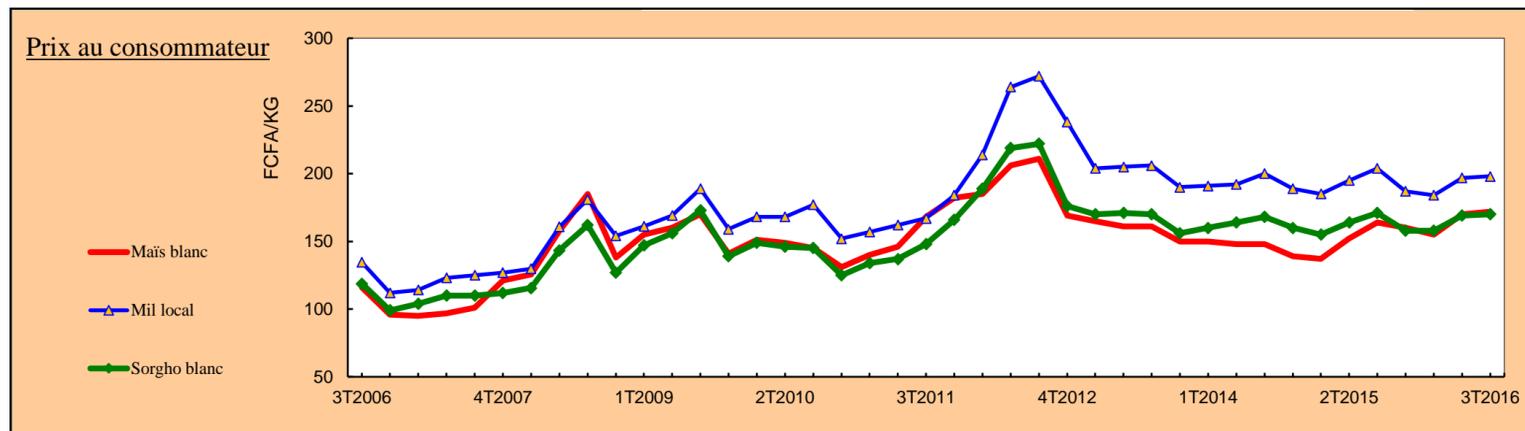
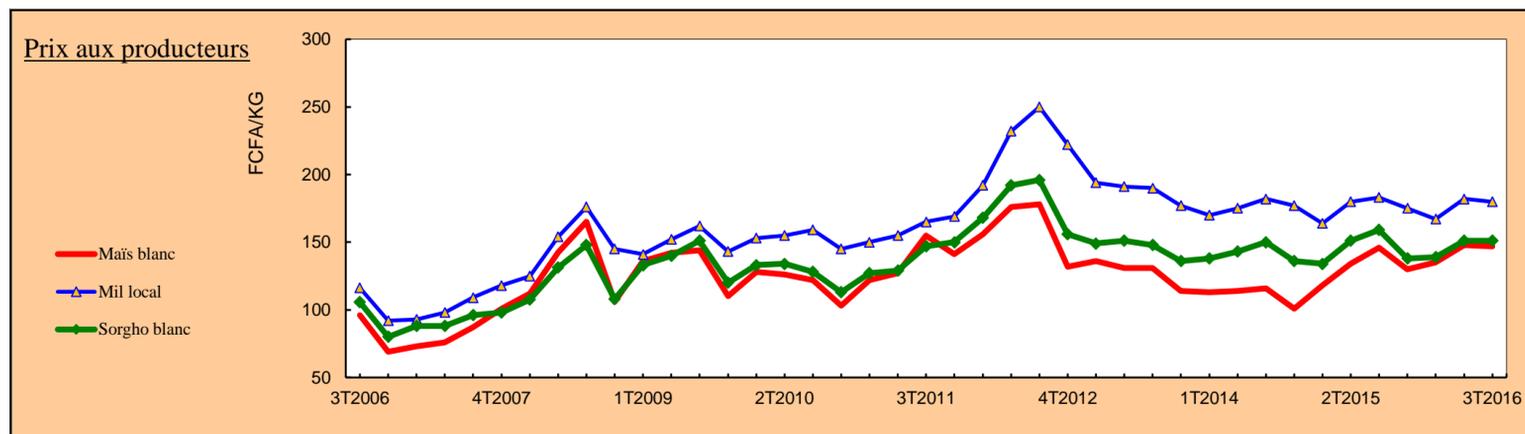
Les prix des petits ruminants, ont connu des hausses par rapport au trimestre écoulé. En effet, les prix du bélier ont enregistré des hausses de 10,3% sur les marchés de production et de 20,4% sur les marchés d'exportation ramenant le prix du bélier sur ces marchés à son niveau du deuxième trimestre 2015. Quant au prix du bouc, il a connu une hausse d'environ 7% sur les marchés par rapport au trimestre précédent. Par rapport à l'année passée, à la même période, les hausses les plus sensibles des prix ont été relevées sur les marchés de production où les prix du bélier sont passés de 34 517 FCFA en 2015 à 37 369 FCFA en 2016 et où aussi les prix du bouc sont passés de 20 197 FCFA à 21 644 FCFA. La hausse des prix enregistrée chez les petits ruminants se justifierait, d'une part, par leur forte demande en lieu et place des bovins et, d'autre part, par la fête de la Tabaski.

Les prix de la volaille ont enregistré une hausse par rapport au deuxième trimestre 2016. Ces prix sont à un minimum de 2 200 FCFA sur les marchés de production et un minimum de 2 500 FCFA sur les marchés d'exportation. La demande en volaille et l'assurance de l'extinction totale des foyers de la grippe aviaire auraient contribué au renchérissement de la volaille.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	146,0	130,0	135,0	148,0	147,0	-0,7%	0,7%
Prix au consommateur du maïs blanc	164,0	160,0	155,0	170,0	172,0	1,2%	4,9%
Prix au producteur du mil local	183,0	175,0	167,0	182,0	180,0	-1,1%	-1,6%
Prix au consommateur du mil local	204,0	187,0	184,0	197,0	198,0	0,5%	-2,9%
Prix au producteur du sorgho blanc	159,0	138,0	139,0	151,0	151,0	0,0%	-5,0%
Prix au consommateur du sorgho blanc	171,0	158,0	158,0	169,0	170,0	0,6%	-0,6%



Le troisième trimestre, marqué par la période de soudure, a connu une baisse des stocks céréaliers au niveau paysan. Malgré le bas niveau des stocks paysans, une assez bonne disponibilité céréalière a été enregistrée sur les marchés grâce aux stocks commerçants et les boutiques témoins pour la vente de céréales à prix social. En effet, jusqu'en fin septembre c'est près de 22 000 tonnes de céréales qui ont été mises à disposition dans les boutiques témoins. Cette bonne disponibilité ainsi que le bon déroulement de la campagne ont permis de stabiliser les prix des céréales sur les marchés.

Sur les marchés de collecte, les prix moyens au cours du trimestre ont été de 147 FCFA le kilogramme pour le maïs, de 180 FCFA pour le mil et de 151 FCFA pour le sorgho. Ces prix sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. Par rapport au même trimestre de l'année passée, de légères baisses de prix de 1,6% et 5% ont été enregistrées respectivement pour le mil et le sorgho. Le prix du maïs est demeuré stable. Comparativement à la moyenne quinquennale, les variations sont les suivantes : +1,8% pour le maïs, -7,3% pour le mil et -5,7% pour le sorgho.

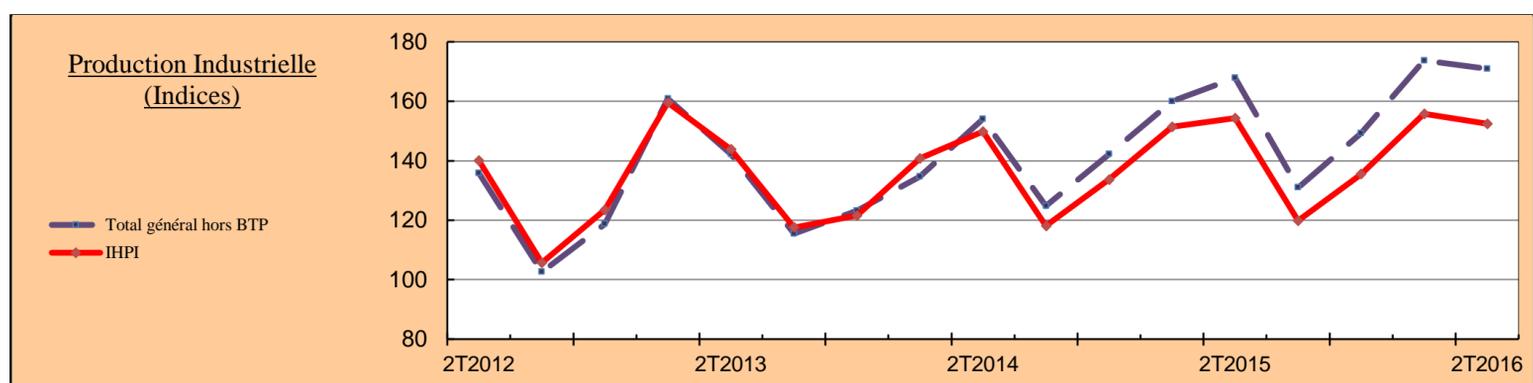
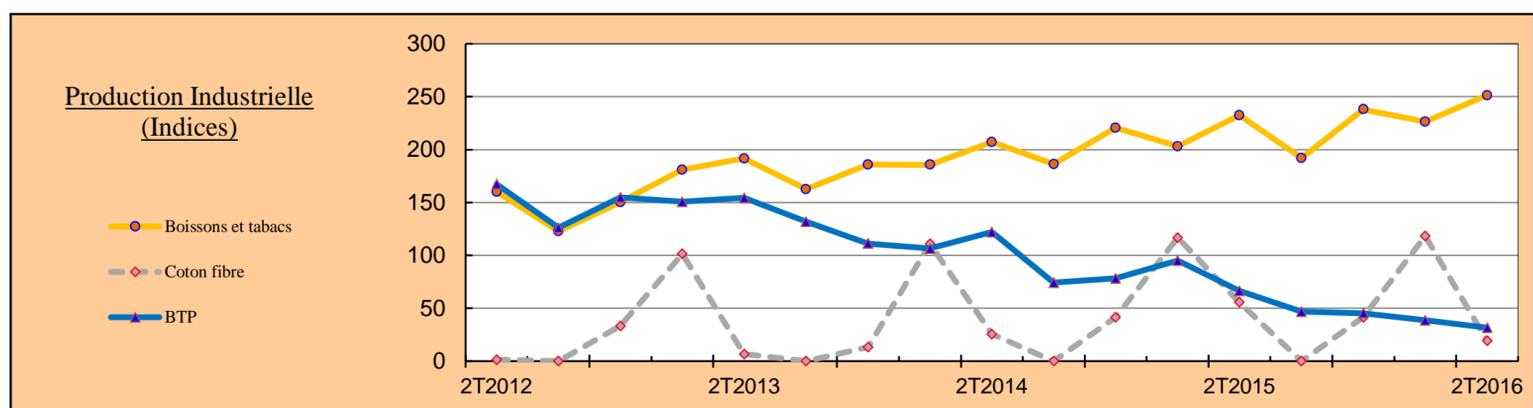
Sur les marchés de détails, les prix du kilogramme à la consommation ont été de 172 FCFA pour le maïs, 198 FCFA pour le mil et 170 FCFA pour le sorgho. Par au trimestre précédent, ces prix sont demeurés également stables. Comparés au même trimestre de l'année écoulée, les variations sont en hausse de 4,9% pour le maïs, en baisse de 2,9% pour le mil et stable pour le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, les prix actuels sont en baisse pour le mil (-6,2%) et pour le sorgho (-3,2%) et stable pour le maïs.

Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel, du Nord, de l'Est, du Centre-Est et du Plateau Central. Pour ces régions, il a été enregistré des moyennes de 22 000 FCFA le sac de 100 Kg de mil, 17 500 FCFA le sac de maïs et 18 500 FCFA le sac de sorgho. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins, et des Cascades avec des moyennes des prix de 15 500 FCFA le sac de mil, de 14 000 FCFA pour le maïs et 14 500 FCFA pour le sorgho.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	55,6	0,0	41,5	118,3	19,2	-83,8%	-65,4%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	198,8	160,0	194,5	196,2	216,4	10,3%	8,9%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	61,4	9,2	53,1	123,0	33,1	-73,1%	-46,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	897,5	511,6	866,6	864,7	914,2	5,7%	1,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	145,7	121,0	136,1	149,8	150,7	0,6%	3,4%
BOISSONS ET TABAC	232,7	192,1	238,0	226,4	251,4	11,0%	8,1%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	145,7	121,0	136,1	149,8	150,7	0,6%	3,4%
BOULANGERIES, MEUNERIES	127,4	129,7	140,4	137,1	117,4	-14,4%	-7,9%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	132,0	94,3	106,2	136,4	149,1	9,4%	12,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	119,0	101,7	170,2	170,2	173,1	1,7%	45,5%
INDUSTRIES CHIMIQUES	79,5	77,5	61,0	62,3	77,7	24,7%	-2,3%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	3,1	6,8	6,0	6,9	6,6	-3,5%	114,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	202,6	163,9	148,9	164,4	193,1	17,5%	-4,7%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	66,3	46,8	45,4	38,7	31,6	-18,2%	-52,3%
TOTAL GENERAL HORS BTP	167,8	131,0	149,3	173,7	170,9	-1,6%	1,8%
IHPI	154,4	119,8	135,5	155,8	152,5	-2,2%	-1,2%



L'activité industrielle s'est légèrement rétractée au deuxième trimestre 2016. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 152,5, est en baisse tant en glissement trimestriel (-2,2%) qu'annuel (-1,2%).

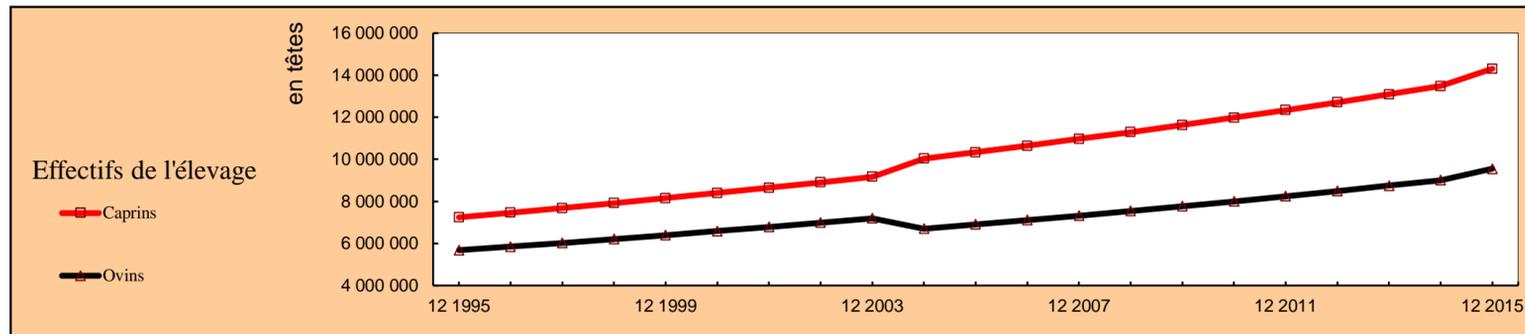
Cette variation de l'indice est due à la baisse de la production notamment dans les industries textiles et les industries de fabrication de matériaux de construction. En effet, les industries d'égrenage de coton sont entrées dans la période d'inactivité saisonnière au cours du deuxième trimestre ; leur indice a ainsi connu une forte baisse en glissement trimestriel (-83,8%) et annuel (-46,0%). Les industries de fabrication de matériaux de construction ont aussi enregistré d'importantes baisses de production, entraînant ainsi une décreue de leur indice de 18,2%. Par rapport au deuxième trimestre de 2015, l'indice est également en baisse, mais dans des proportions plus importantes (-52,8%). L'indice des boulangeries et meuneries a également enregistré une baisse de 14,4% en glissement trimestriel et de 7,9% en glissement annuel.

La production dans la plupart des autres branches de l'industrie burkinabè a augmenté. Ainsi, l'indice des industries de fabrication de boissons et de tabac a atteint 251,4 soit une augmentation de 11,0% en glissement trimestriel et de 8,1% en glissement annuel. De même, la production dans le secteur eau, électricité, gaz, a connu une importante hausse de 17,5%, suite à l'augmentation de la production d'énergie électrique et d'eau courante au cours du trimestre. Par contre, en glissement annuel, l'indice est en baisse de 4,7%. Enfin, les industries extractives ont amélioré leurs productions de minéraux métalliques et l'indice de la branche est en hausse de 5,7% en glissement trimestriel et de 1,9% par rapport au même trimestre de l'année 2015.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Croissance moyenne	
						2011-2015	2014-2015
Effectif de bovins (en têtes)	8 566 448	8 737 757	8 912 491	9 090 718	9 272 510	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 490 513	8 745 206	9 007 538	9 277 746	9 556 056	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	12 712 705	13 094 064	13 486 864	13 891 447	14 308 172	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	38 638	39 797	40 991	42 220	43 487	3,0%	3,0%

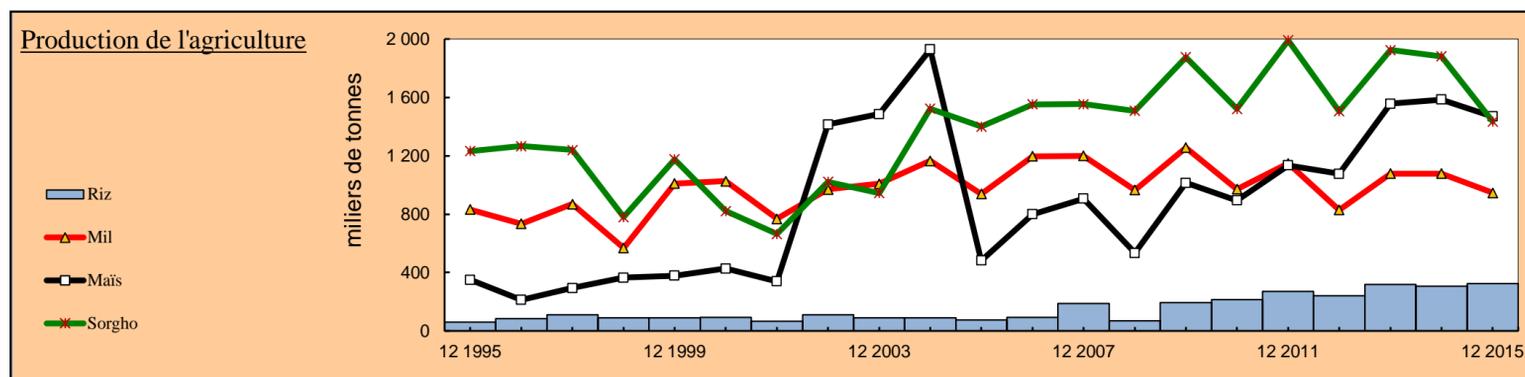


En attendant de disposer de paramètres zootechniques (taux de croît, taux d'exploitation, ...) et des données plus actuelles sur le cheptel, les données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENECII) permettent d'avoir une projection en 2015 des effectifs du cheptel comme présenté ci-dessus.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Croissance moyenne	
						2011-2015	2014-2015
Production brute totale de céréales	3 666 405	4 898 544	4 869 723	4 469 300	4 189 665	3,4%	-6,3%
dont : Production brute de mil	828 741	1 078 394	1 078 570	972 539	946 184	3,4%	-2,7%
dont : Production brute de sorgho	1 505 543	1 923 805	1 880 465	1 707 613	1 435 640	-1,2%	-15,9%
dont : Production brute de maïs	1 076 754	1 556 316	1 585 418	1 433 085	1 469 612	8,1%	2,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	240 865	319 390	305 382	347 501	325 138	7,8%	-6,4%



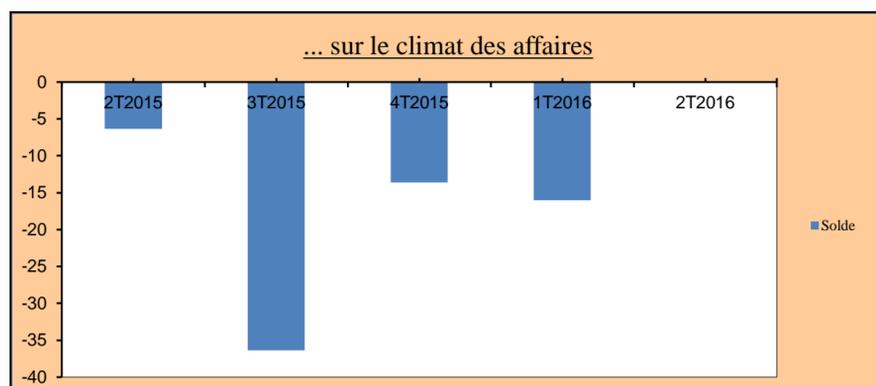
La campagne agropastorale 2016/2017 a été la principale activité de ce troisième trimestre. Elle a été marquée par une installation précoce à normale des précipitations sur l'ensemble du pays. L'intensification de l'activité de la mousson à partir de la deuxième décennie du mois de juillet a permis de poursuivre de façon généralisée les activités culturales dans de bonnes conditions hydriques et d'atténuer les effets néfastes des poches de sécheresse observées en début de campagne. Les cumuls pluviométriques saisonniers du 1er avril au 20 juillet, étaient dans l'ensemble excédentaires comparés à ceux de la normale (moyenne 1981-2010) pour la même période. Toutefois, des déficits pluviométriques modérés à sévères sont observés par endroit dans les provinces de la Tapoa et du Noubiel et dans quelques localités de la partie nord de la Boucle du Mouhoun.

La campagne agricole a été également marquée par un fort accroissement des superficies aménagées de bas fond pour la production rizicole grâce à l'accompagnement soutenu de l'Etat et ses partenaires. En effet pour cette campagne, les intrants subventionnés par l'Etat ont été repartis et distribués à bonne date. Les quantités totales sont les suivantes :

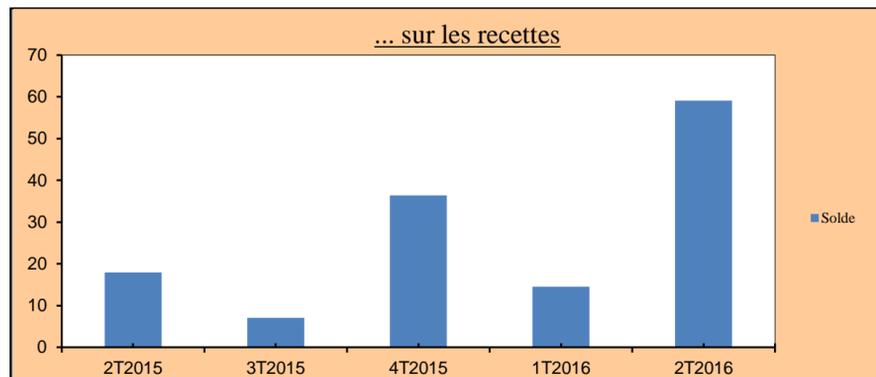
Semences sèches : 3 639 tonnes ;
 Boutures (maniocs, patates) : 1 650 000 ;
 Engrais minéraux (NPK, Urée, DAP) : 22 987,55 tonnes ;
 Engrais activateurs (BP, Activateur Compost) : 14 218,3 tonnes.

Dans l'ensemble, les opérations culturales se sont déroulées normalement et sont en avance par rapport à l'année écoulée. Au mois de septembre, les stades de développement des cultures allaient de la levée au tallage/montaison pour les céréales et la ramification pour les tubercules. Toutefois, quelques localités des provinces du Noubiel, de la Sissili, du Boulkiemdé, du Sourou, du Nayala et de la Kossi, ont connu un retard dans la mise en place des cultures. Ce retard pourrait être atténué par le prolongement de saison des pluies par rapport aux autres localités.

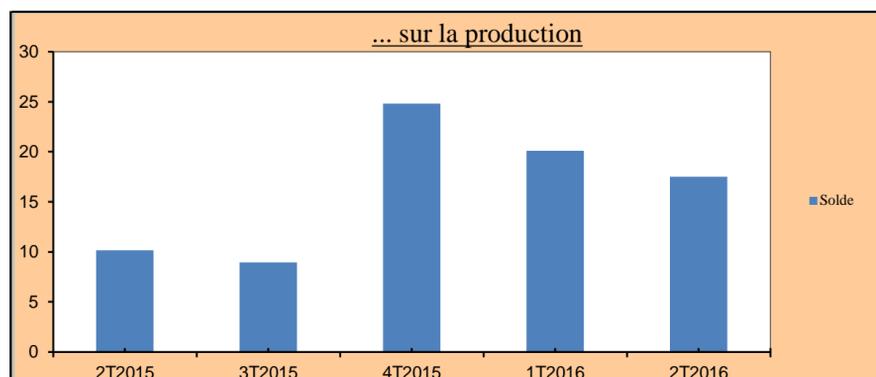
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**Climat des affaires**

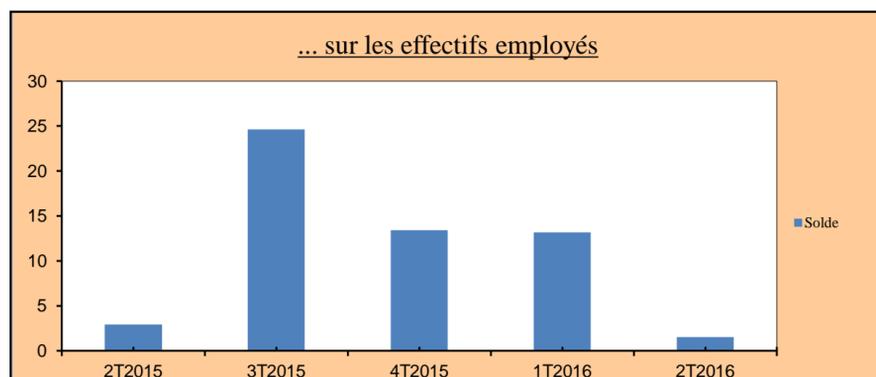
Contrairement à l'optimisme affiché des chefs d'entreprises un trimestre plus tôt, le climat des affaires au deuxième trimestre 2016 est resté le même qu'au premier trimestre de l'année.

**Recettes**

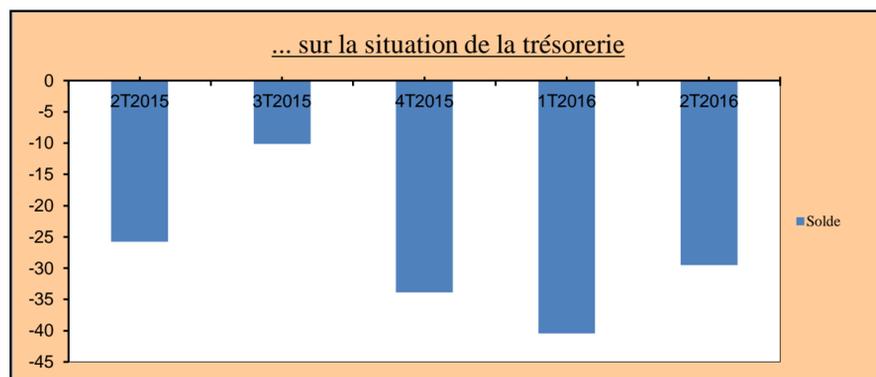
Les ventes au deuxième ont connu une augmentation par rapport au premier trimestre 2016.

**Production**

La production a connu une augmentation entre les deux trimestres.

**Effectifs employés**

En dépit de la dynamique de l'activité économique, les effectifs employés sont restés stables au deuxième trimestre comparés au premier trimestre 2016.

**Trésorerie des entreprises**

Dans l'ensemble, la situation de la trésorerie des entreprises est restée difficile au cours du deuxième trimestre 2016.

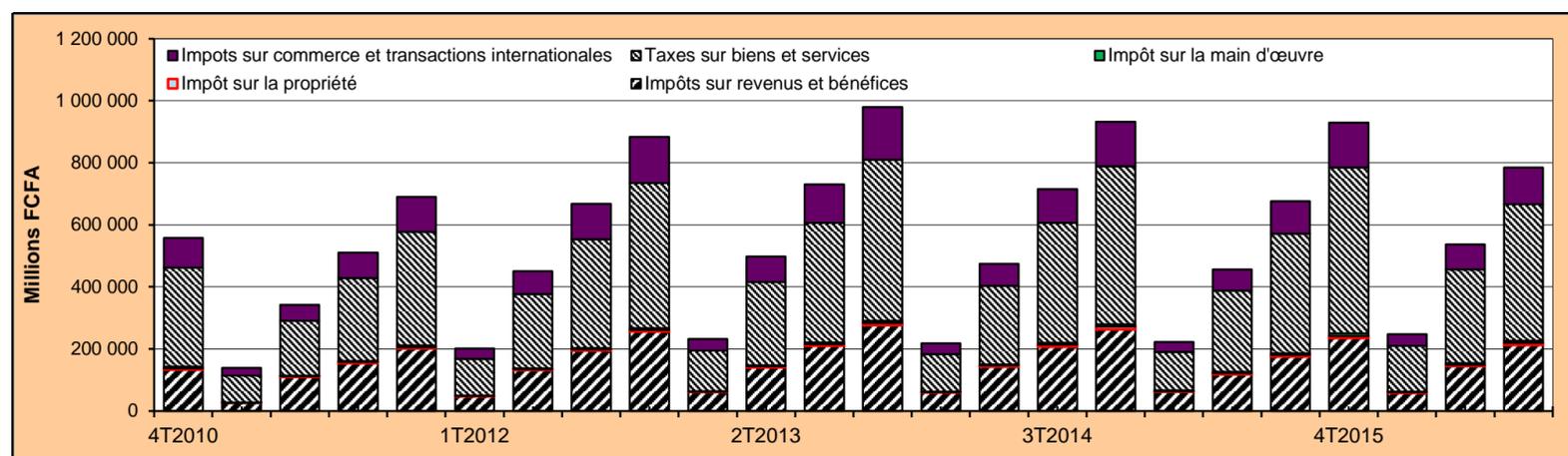
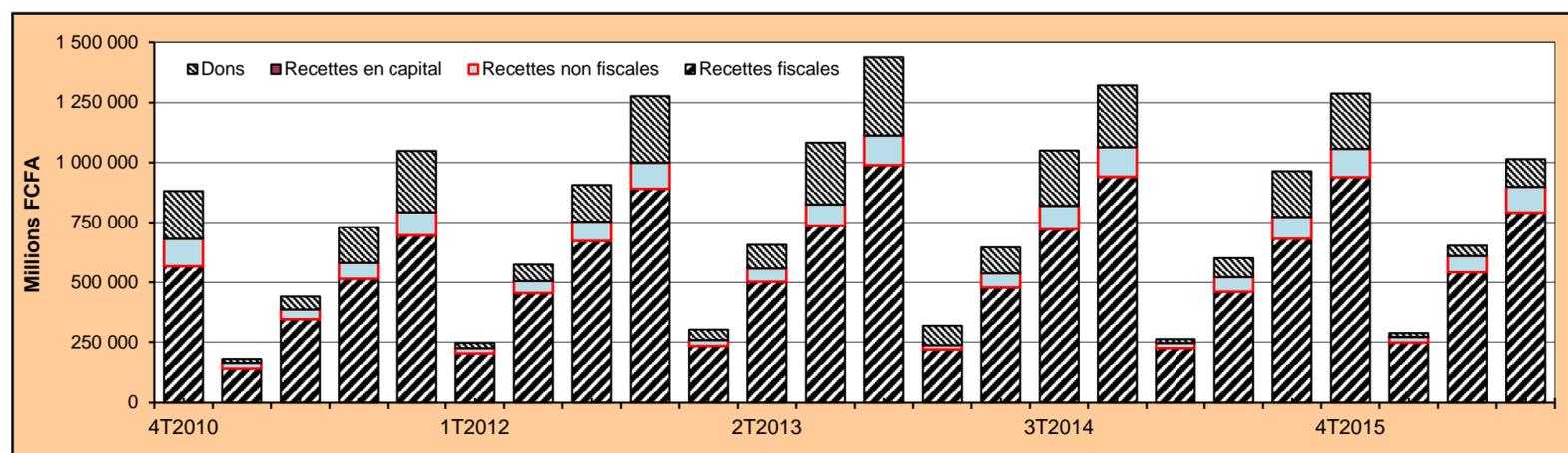
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin septembre 2016, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 171,0 milliards de FCFA, contre un déficit de 46,7 milliards de FCFA à fin septembre 2015.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim. 2015 Réal.	4. Trim. 2015 Réal.	1. Trim. 2016 Est.	2. Trim. 2016 Est.	3. Trim. 2016 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
Recettes totales et dons	1 570 175,7	964 223,3	1 286 223,6	287 445,0	652 960,4	1 013 350,6	64,5%	5,1%
Recettes totales	1 283 901,5	772 717,9	1 056 182,1	271 655,7	609 515,2	899 617,3	70,1%	16,4%
Recettes courantes	1 283 901,5	772 717,8	1 056 182,1	271 625,5	609 484,9	899 587,1	70,1%	16,4%
Recettes fiscales	1 127 291,3	682 321,9	937 664,0	249 313,4	541 297,5	791 673,2	70,2%	16,0%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	175 227,8	234 438,1	58 600,6	144 658,6	212 846,5	69,2%	21,5%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	6 047,2	7 886,5	2 246,4	4 478,1	6 590,6	34,4%	9,0%
Taxes sur biens et services	607 410,3	385 850,4	535 343,7	147 510,7	301 820,7	440 191,1	72,5%	14,1%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	104 262,8	145 020,0	36 668,1	81 103,6	118 367,6	64,8%	13,5%
Autres recettes fiscales	10 590,0	5 653,3	7 495,3	2 116,9	4 502,5	6 394,6	60,4%	13,1%
Recettes non fiscales	156 610,2	90 395,9	118 518,0	22 312,1	68 187,4	107 914,0	68,9%	19,4%
Recettes en capital	0,000	0,073	0,083	30,173	30,227	30,173		41232,9%
Dons	286 274,2	191 505,5	230 041,5	15 789,3	43 445,2	113 733,3	39,7%	-40,6%
Projets	213 771,5	76 116,2	105 211,4	15 789,3	43 445,2	76 237,3	35,7%	0,2%
Programmes	72 502,7	115 389,3	124 830,1	0,0	0,0	37 496,1	51,7%	-67,5%



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 1 013,4 milliards de FCFA à fin septembre 2016 contre 964,2 milliards de FCFA à fin septembre 2015, soit une progression de 5,1%, imputable essentiellement à un accroissement des recettes propres.

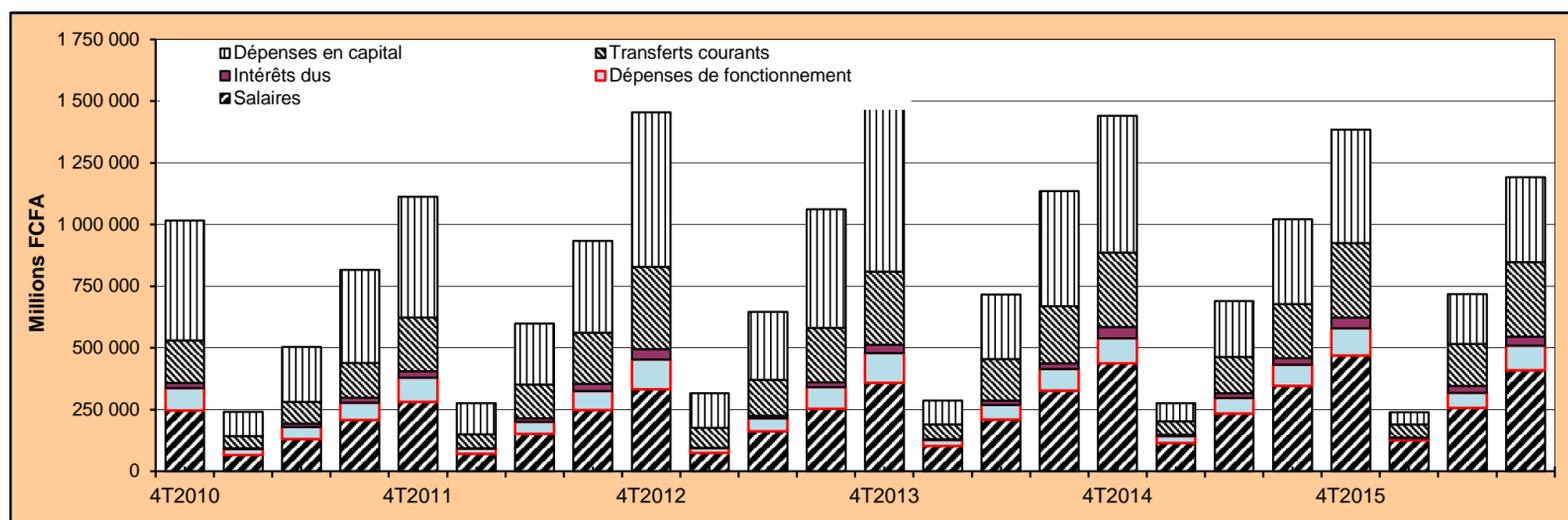
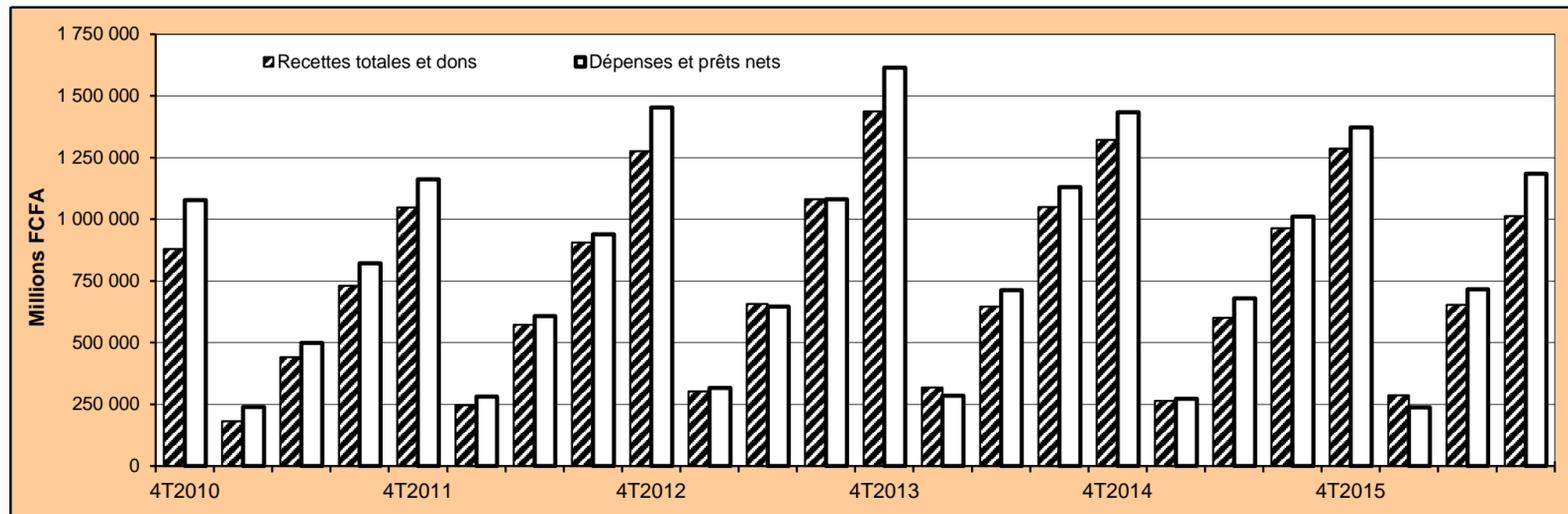
Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 16,40% (+126,9 milliards de FCFA) par rapport à fin septembre 2015. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que les recettes non fiscales. En effet, les recettes fiscales se sont établies à 791,7 milliards de FCFA à fin septembre 2016, en hausse de 109,4 milliards de FCFA par rapport à fin septembre 2015, imputable à une progression de toutes ses composantes. Les accroissements les plus importants se situent au niveau des impôts sur revenus et bénéfices (+37,6 milliards de FCFA), des taxes sur biens et service (+54,3 milliards de FCFA) et sur les impôts sur le commerce et transactions internationales (+14,1 milliards de FCFA). Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une progression de 13,1% (+17,4 milliards de FCFA) en lien avec la hausse des produits financiers (dividendes) de 9,29 milliards de FCFA et des ventes non industrielles de 3,61 milliards de FCFA.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 113,7 milliards de FCFA à fin septembre 2016, soit une baisse de 77,7 milliards de FCFA par rapport à fin septembre 2015. Cette baisse est due essentiellement à la contraction des dons programmes qui ont connu un décaissement tardif malgré la hausse des dons projets de plus de 100% (+121,0 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2015	2016	2016	2016		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	1 010 890,9	1 371 703,0	237 761,5	716 577,9	1 184 353,2	65,9%	17,2%
Dépenses	1 799 564	1 021 082,0	1 384 264,2	238 383,5	717 532,0	1 191 979,4	66,2%	16,7%
Dépenses courantes	1 070 590	678 319,7	925 387,1	190 077,7	516 754,0	847 636,3	79,2%	25,0%
Salaires	519 075	346 568,9	468 529,6	125 622,8	256 884,0	408 642,3	78,7%	17,9%
Dépenses de fonctionnement	140 308	85 459,6	110 316,9	7 463,8	61 916,8	100 175,1	71,4%	17,2%
Intérêts dus	49 512	25 579,7	44 110,0	4 052,9	26 840,6	37 307,8	75,4%	45,8%
Transferts courants	361 696	220 711,5	302 430,5	52 938,2	171 112,5	301 511,2	83,4%	36,6%
Dépenses en capital	728 973	342 762,4	458 877,1	48 305,9	200 777,9	344 343,1	47,2%	0,5%
financées sur ressources propres	366 395	228 492,9	302 629,2	10 287,0	109 661,1	195 126,3	53,3%	-14,6%
Prêts nets	-2 932	-10 191,1	-12 561,2	-622,1	-954,0	-7 626,2	260,1%	-25,2%



Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 1 184,4 milliards de FCFA à fin septembre 2016 contre 1 010,9 milliards de FCFA à la même période en 2015, soit une hausse de 173,5 milliards de FCFA. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des dépenses courantes de 169,3 milliards de FCFA, des dépenses en capital de 1,6 milliards de FCFA et des prêts nets de 2,6 milliards de FCFA.

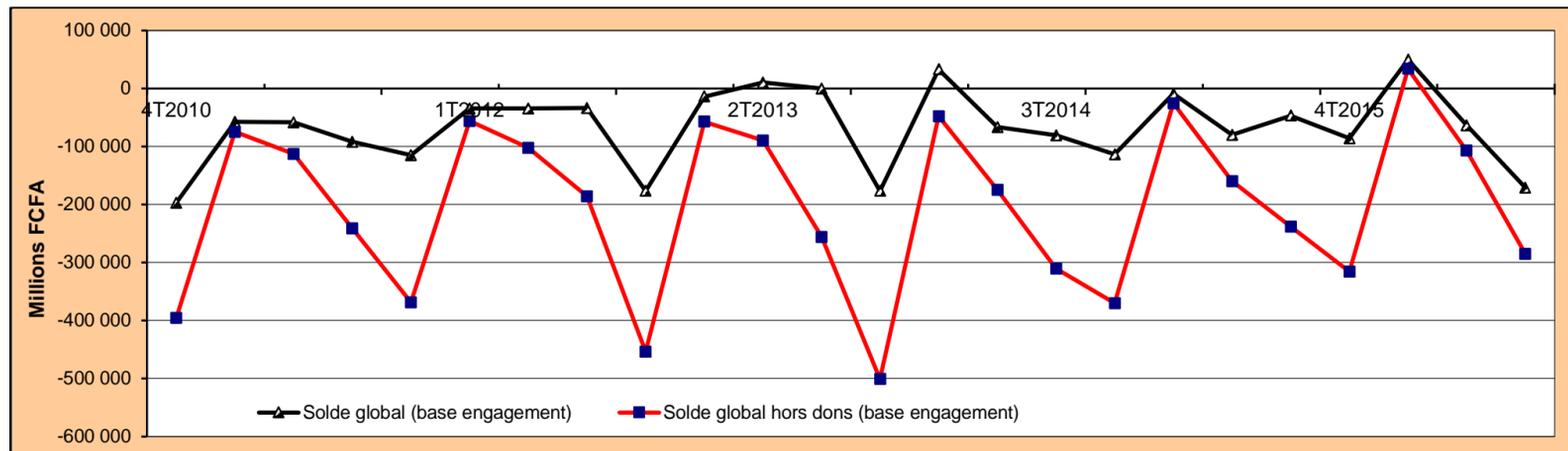
L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à un accroissement des dépenses de personnel (+62,1 milliards de FCFA) et de transferts courants (+80,8 milliards de FCFA). La prise en charge du reversement de la quasi-totalité des agents publics dans la loi 081 et l'évolution des effectifs additionnels ont eu pour effet une augmentation des dépenses de personnel de 17,9% comparativement à fin septembre 2015. Quant aux transferts courants, ils sont passés de 220,7 milliards à fin septembre 2015 de FCFA pour s'établir à 301,5 milliards de FCFA à fin septembre 2016 soit une hausse de 36,6% en lien avec la hausse des transferts envers les Etablissement Publics de l'Etat.

Les dépenses en capital ont connu une progression de 0,5% malgré la contraction de celles financées sur les ressources propres de 14,6% (-33,4 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2015	2016	2016	2016		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-46 667,6	-85 479,4	49 683,5	-63 617,6	-171 002,6	75,5%	266,4%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-238 173,1	-315 520,9	33 894,2	-107 062,8	-284 735,9	55,5%	19,6%
Solde primaire	-463 218,4	-212 593,3	-271 410,8	37 947,1	-80 222,1	-247 428,1	53,4%	16,4%
Solde de base	-150 152,0	-128 135,5	-163 951,8	70 050,5	-21 384,7	-141 569,7	94,3%	10,5%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-103 073,1	-183 488,8	-45 221,6	-74 812,6	-121 523,6	53,7%	17,9%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-294 578,6	-413 530,3	-61 011,0	-118 257,8	-235 256,9	45,9%	-20,1%

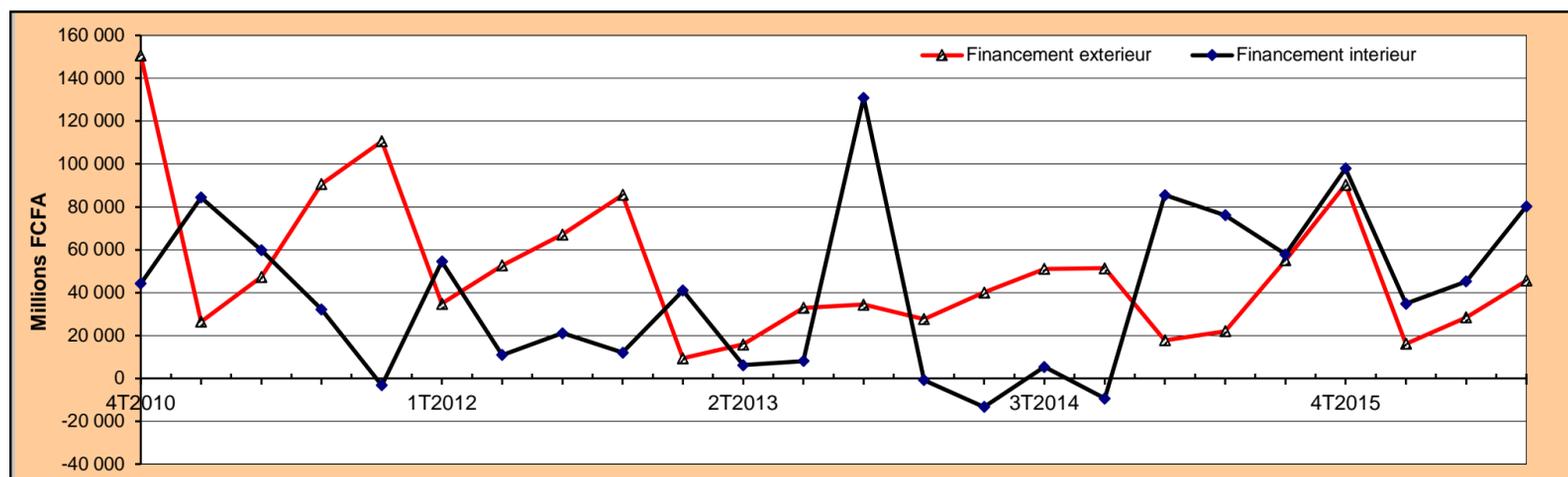


A fin septembre 2016, le solde global base engagement est ressorti déficitaire de 171,0 milliards de FCFA contre un déficit de 46,7 milliards de FCFA à fin septembre 2015.

Quant au solde global "base caisse", il s'est établi à -121,5 milliards de FCFA à fin septembre 2016 contre un déficit de 103,1 milliards de FCFA une année auparavant, soit une détérioration de 25,9 milliards de FCFA.

Concernant le financement, il s'est établi à 125,9 milliards de FCFA dont 80,3 milliards de FCFA pour le financement intérieur.

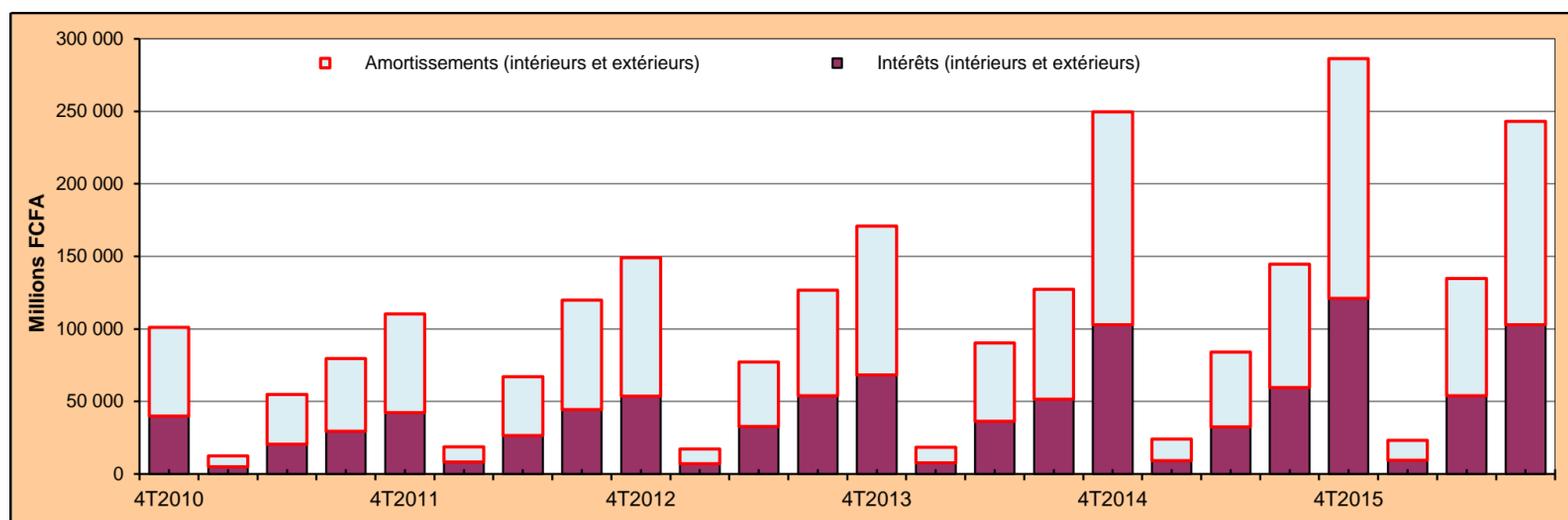
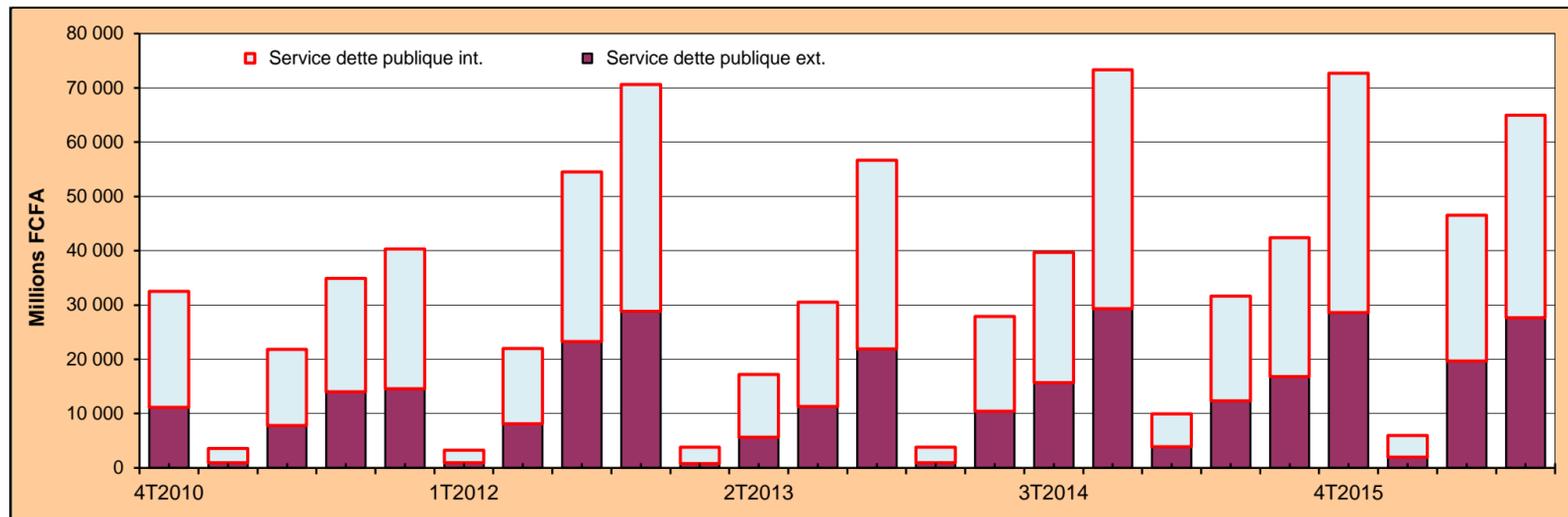
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2015	2016	2016	2016		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	112 908,6	188 283,2	50 935,8	73 684,2	125 949,0	55,6%	11,5%
Financement extérieur	168 413,5	55 103,2	90 369,2	16 112,4	28 410,7	45 677,0	27,1%	-17,1%
Décaissements extérieurs	207 105,5	71 924,8	122 080,8	20 366,9	42 232,8	66 929,0	32,3%	-6,9%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-16 821,6	-31 711,6	-4 254,5	-13 822,1	-21 252,0	54,9%	26,3%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	57 805,4	97 914,0	34 823,4	45 273,5	80 272,0	138,3%	38,9%
Financement bancaire	63 817,7	-16 539,8	33 635,3	21 512,5	5 777,7	1 210,0	1,9%	-107,3%
Secteur non bancaire	-5 774,8	74 345,1	64 278,7	13 310,8	39 495,9	79 062,0	-1369,1%	6,3%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	-5 714,1	1 128,4	-4 425,4		#####



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2015	2016	2016	2016		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	85 076,5	165 303,2	13 607,5	80 828,5	140 188,2	71,8%	64,8%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	59 496,8	121 193,2	9 554,6	53 987,8	102 880,4	70,6%	72,9%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	25 579,7	44 110,0	4 052,9	26 840,6	37 307,8	75,4%	45,8%
Service dette publique int.	134 763,3	59 512,2	118 079,5	7 255,4	59 842,2	109 306,7	81,1%	83,7%
Amortissements	106 957	42 675,2	89 481,5	5 300,0	40 165,7	81 628,4	76,3%	91,3%
Intérêts	27 806	16 837,0	28 598,0	1 955,4	19 676,5	27 678,3	99,5%	64,4%
Service dette publique ext.	60 398,0	25 564,3	47 223,7	6 352,1	20 986,3	30 881,5	51,1%	20,8%
Amortissements	38 692	16 821,6	31 711,6	4 254,5	13 822,1	21 252,0	54,9%	26,3%
Intérêts	21 706	8 742,7	15 512,1	2 097,5	7 164,2	9 629,5	44,4%	10,1%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	3,3%	4,5%	2,3%	3,4%	3,4%		0,1 points

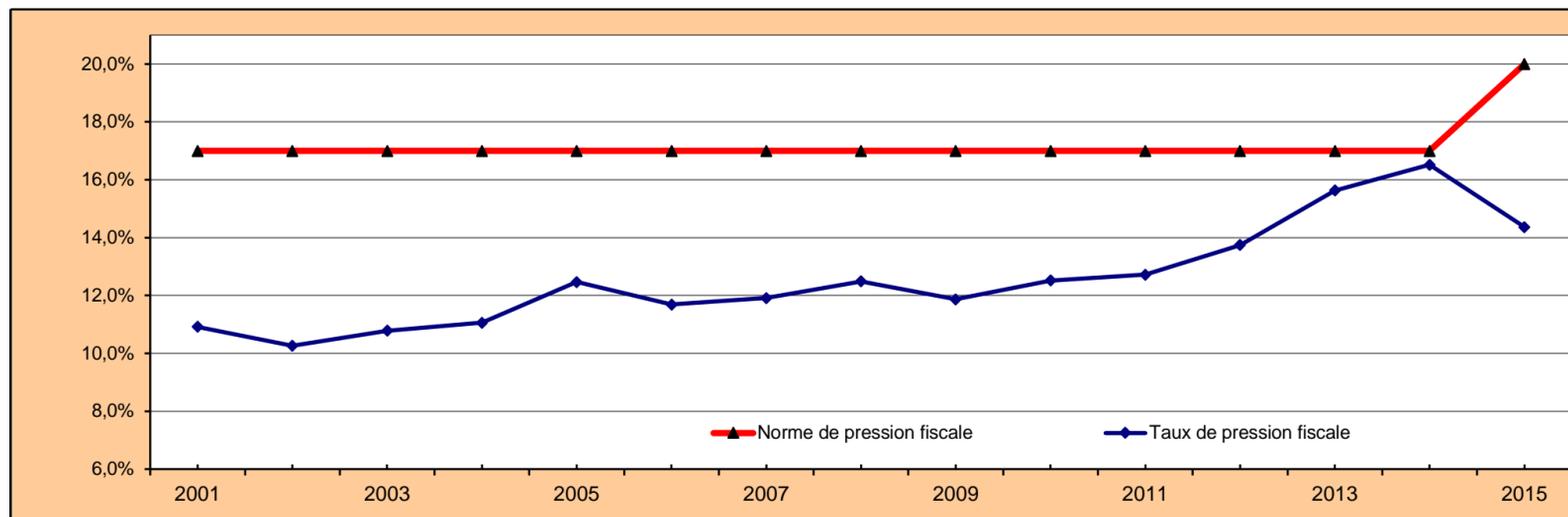


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 3,4% au 30 septembre 2016 contre 3,3 % à fin septembre de l'année dernière. Cela traduit une accumulation du poids de la dette sur les ressources propres.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-2,3%	-3,1%	-2,9%	-1,8%	-1,3%
Taux d'inflation	≤	3%	2,8%	3,8%	0,5%	-0,3%	1,0%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	28,8%	28,9%	27,7%	30,0%	31,8%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	40,5%	37,3%	36,2%	46,5%	50,0%
Taux de pression fiscale	≥	20%	13,7%	15,6%	16,5%	15,2%	14,4%



En 2015, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté tous les trois (3) critères de premiers rang, à savoir le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal), le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2015. Le taux de pression fiscale s'est établi à 14,4% en 2015 contre 15,2% en 2014, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 50,0% en 2015 contre 46,5% en 2014, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

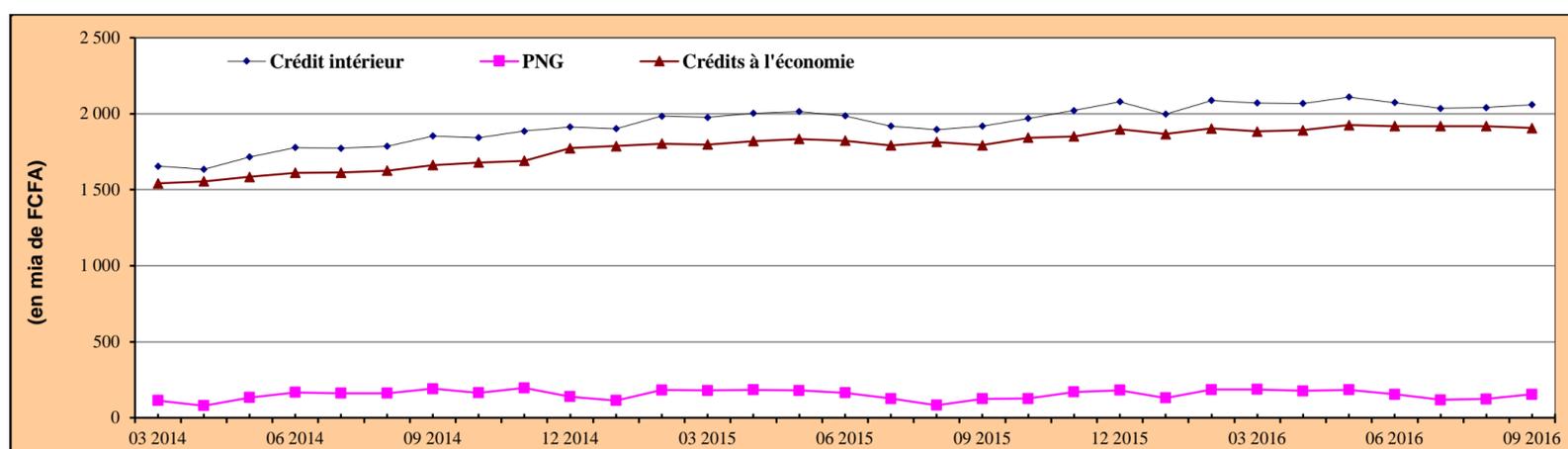
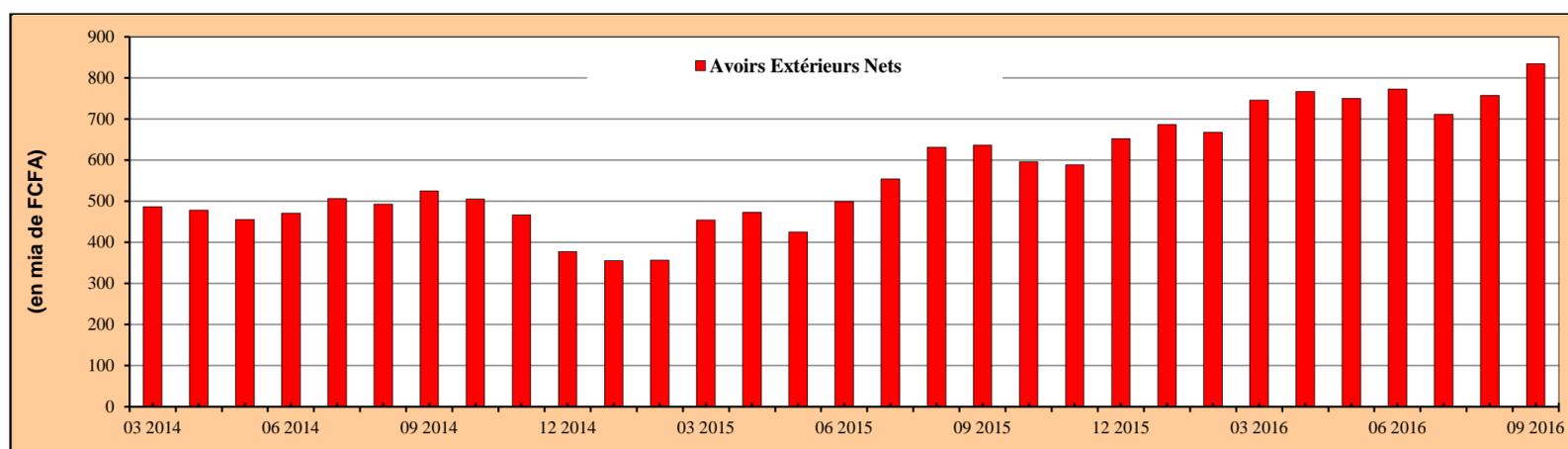
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

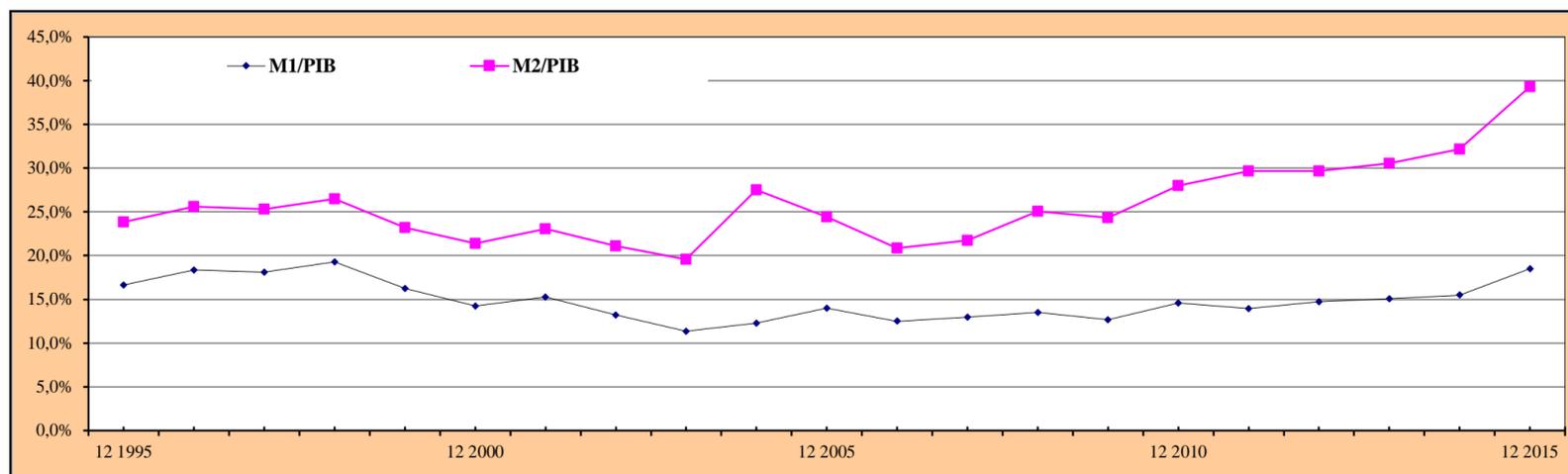
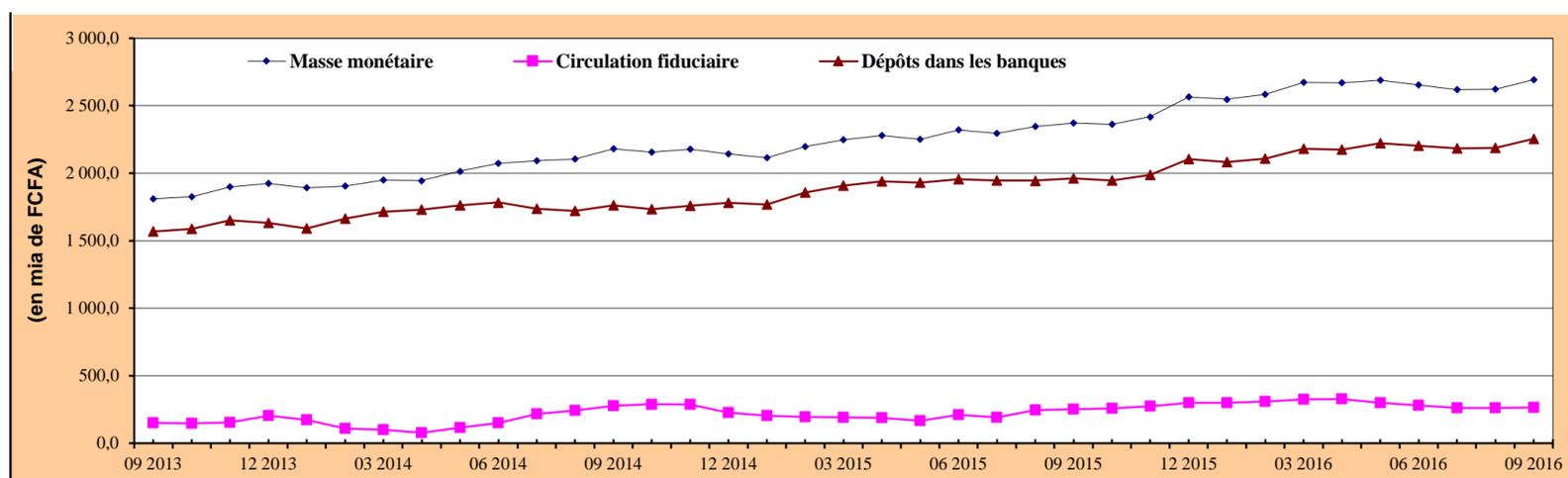
Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un regain des Avoirs Extérieurs Nets de 61,8 milliards de FCFA (+8,0%), en passant de 772,8 milliards de FCFA à fin juin 2016 à 834,6 milliards de FCFA à fin septembre 2016. Cette augmentation est imputable principalement aux banques commerciales dont les avoirs extérieurs nets sont en hausse de 68,2 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	636,4	651,9	745,9	772,8	834,6	61,8	8,0%	198,2	31,1%	
BCEAO	-6,8	-144,3	-138,7	-130,1	-136,5	-6,4	4,9%	-129,7	1898,0%	
Banques	643,3	796,2	884,6	902,9	971,1	68,2	7,6%	327,9	51,0%	
Crédit intérieur	1 918,2	2 078,6	2 070,3	2 073,7	2 060,1	-13,6	-0,7%	142,0	7,4%	
PNG	125,1	181,1	186,9	154,3	154,5	0,2	0,1%	29,4	23,5%	
Crédits à l'économie	1 793,0	1 897,5	1 883,4	1 919,4	1 905,6	-13,7	-0,7%	112,6	6,3%	
dont crédits à court terme	941,2	972,3	955,3	956,8	891,9	-64,9	-6,8%	-49,2	-5,2%	
dont crédits de campagne	34,0	41,6	40,9	47,8	30,7	-17,1	-35,7%	-3,2	-9,4%	
dont crédits à moyen et long terme	817,9	883,6	887,2	914,7	983,0	68,3	7,5%	165,1	20,2%	
Masse monétaire	2 371,4	2 565,5	2 672,7	2 655,0	2 693,1	38,1	1,4%	321,8	13,6%	
Circulation fiduciaire	251,6	299,2	323,9	279,0	265,0	-14,0	-5,0%	13,4	5,3%	
Dépôts dans les banques	1 962,1	2 105,0	2 180,6	2 204,7	2 255,4	50,7	2,3%	293,3	14,9%	
dont dépôts à vue	873,4	974,8	1 009,1	997,3	1 034,0	36,7	3,7%	160,6	18,4%	
dont dépôts à terme	689,0	719,5	751,3	760,0	776,9	16,9	2,2%	87,9	12,8%	
Autres Postes Nets	183,2	165,0	143,5	191,5	201,7	10,2	5,3%	18,4	10,1%	



La croissance des AEN des banques commerciales serait imprimée par l'accroissement plus important des avoirs extérieurs bruts (+76,6 milliards de FCFA) par rapport à celui de ses engagements vis-à-vis des non résidents (+7,9 milliards de FCFA).

La hausse des AEN des banques commerciales est en lien principalement avec la hausse de leurs avoirs extérieurs bruts (+76,1 milliards de FCFA, soit +6,1%), atténuée par la hausse de leurs engagements extérieurs (+7,9 milliards de FCFA, soit +2,2%). La hausse des engagements extérieurs bruts des banques s'expliquerait notamment par l'effet des concours sollicités par les sociétés mères en vue du financement des activités de leurs clients dans le cadre de la reprise économique après les crises de 2014 et 2015. Quant à l'accroissement créances brutes sur l'étranger, elle est imprimée par la hausse de l'encours de leur détention de titres publics des autres Etats de l'UMOA.



Le crédit intérieur a baissé de 13,6 milliards de FCFA (-0,7%) entre fin juin 2016 et fin septembre 2016, se situant à 2.060,1 milliards de FCFA contre 2.073,7 milliards de FCFA à fin juin 2016. Cette diminution est due principalement à la baisse des crédits à l'économie (-13,7 milliard de FCFA) au cours de la même période.

En effet, les crédits à l'économie sont passés de 1.919,4 milliards de FCFA à fin juin 2016 à 1.905,6 milliards de FCFA à fin septembre 2016. Cette diminution est imputable aux crédits de campagne (-64,9 milliards de FCFA), les crédits ordinaires s'étant inscrits en hausse (+3,3 milliards de FCFA).

Quant à la PNG, elle s'est située à +154,5 milliards de FCFA à fin septembre 2016 contre +154,3 milliards de FCFA à fin juin 2016, enregistrant une détérioration de 0,2 milliards de FCFA qui s'expliquerait par une hausse des engagements de l'Etat (+15,4 milliards de FCFA) plus importante que celle de ses créances (+15,3 milliards de FCFA).

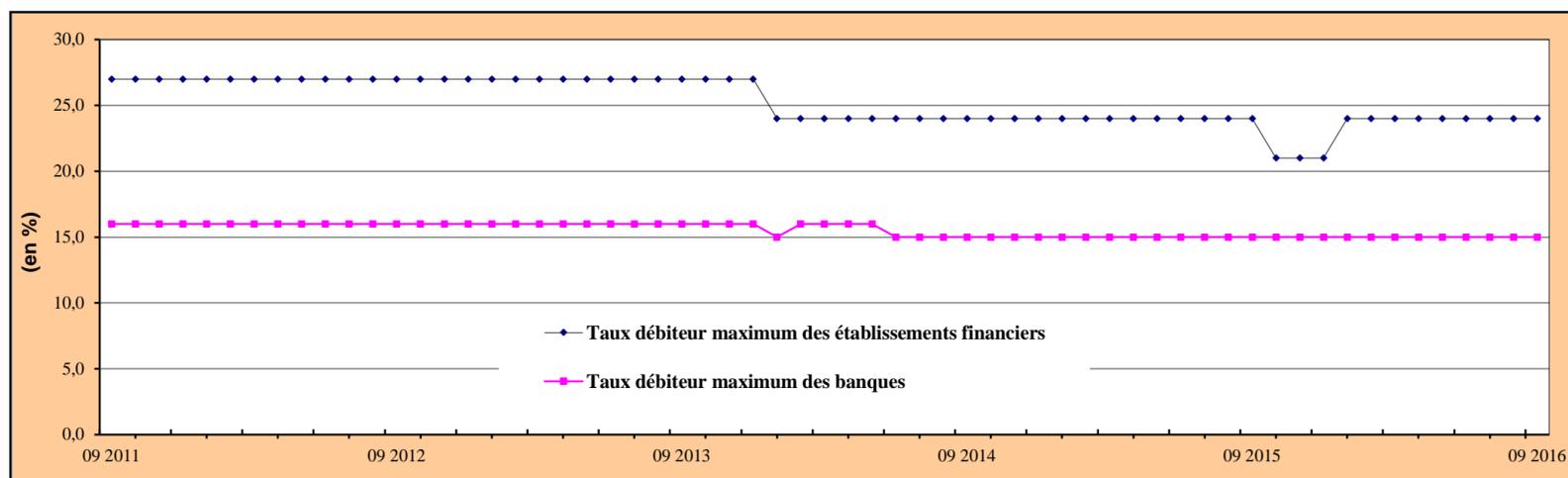
Suivant l'évolution résultante de ses contreparties, la masse monétaire a cru de 38,1 milliards de FCFA (+1,4%) entre fin juin 2016 et fin septembre 2016, ressortant à 2.693,1 milliards de FCFA contre 2.655,0 milliards de FCFA à fin juin 2016. Cette hausse est imprimée principalement les dépôts en comptes (+50,7 milliards de FCFA, soit +2,3%), la circulation fiduciaire étant en baisse de 14 milliards de FCFA, soit -5,0%.

AGREGATS MONETAIRES	Dec.11	Dec.12	Dec.13	Dec.14	Dec.15
				Est.	Est.
M1/PIB	14,7%	15,1%	15,5%	15,8%	18,5%
M2/PIB	29,7%	30,5%	32,2%	34,5%	39,3%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	11,0	13,2	11,0	13,2	19,9%	19,9%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	11,0	1,5	11,0	1,5	-86,4%	-86,4%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	10,0	11,5	10,0	11,5	15,0%	15,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	17,5	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	-14,3%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	18,0	19,5	12,0	19,5	12,0	-38,5%	-33,3%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	21,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 04 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au troisième trimestre de 2016.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du troisième trimestre 2016.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

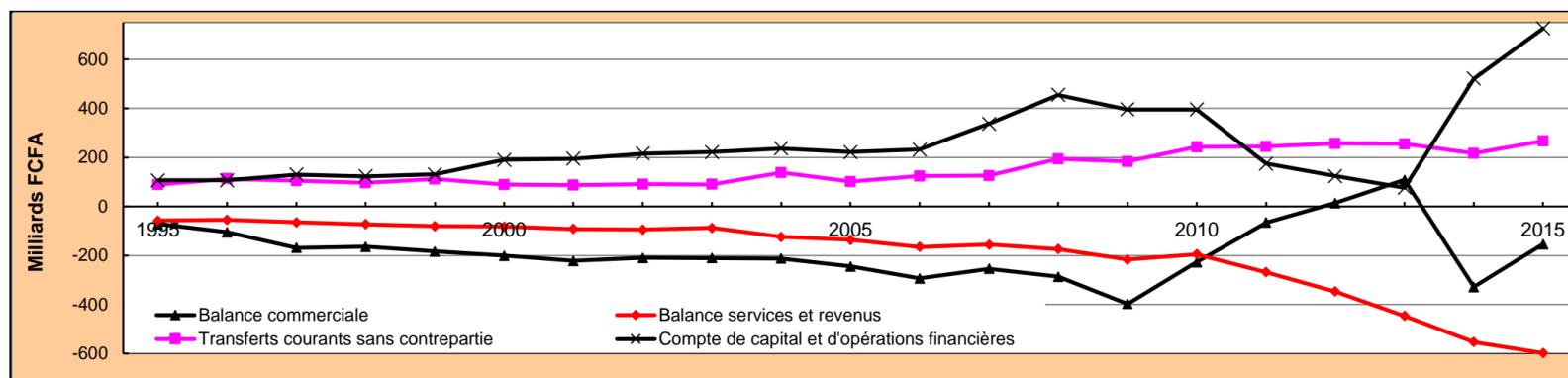
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Sur la bases des estimations, les échanges extérieurs ont été marqués en 2015 par une faible croissance tant des exportations que des importations. Cette évolution s'expliquerait par la timide progression de l'activité économique intérieure, dans un contexte de bonne orientation des cours mondiaux de l'or marchandise et de baisse de ceux du pétrole brut ainsi que du coton fibre. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde se sont caractérisées par une atténuation du déficit courant et une amélioration tant du compte de capital que du compte financier.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Var. Thursday	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2014	Var./2013
Exportations de biens FOB	1 132,0	1 464,3	1 315,3	1 362,3	1 393,9	2,3%	6,0%
Importations de biens FOB	1 117,8	1 355,8	1 644,2	1 490,9	1 547,6	3,8%	-5,9%
Balance commerciale	14,2	108,5	-328,8	-128,6	-153,6	19,4%	-53,3%
Services	-343,1	-407,6	-459,4	-423,2	-448,7	6,0%	-2,3%
Revenus	-3,7	-39,1	-93,3	-177,5	-149,5	-15,8%	60,3%
Balance des services et revenus	-346,8	-446,6	-552,7	-600,7	-598,2	-0,4%	8,2%
Transferts courants sans contrepartie	257,0	255,3	216,9	236,1	267,0	13,1%	23,1%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-75,6	-82,9	-664,6	-493,2	-484,9	-1,7%	-27,0%
Transferts en capital	91,1	137,8	238,4	200,2	153,8	-23,2%	-35,5%
Opérations financières	32,9	-61,7	282,9	163,5	572,1	249,9%	102,2%
Comptes de capital et d'opérations financières	124,0	76,1	521,3	363,7	725,9	99,6%	39,2%
Erreurs et omissions	-4,3	3,4	-3,8	-3,4	5,0	-248,6%	-231,4%
Solde global	44,1	-3,4	-147,0	-132,9	246,0	-285,1%	-267,3%



La balance commerciale a dégagé un solde déficitaire de 153,6 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 128,6 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 25,0 milliards de FCFA (-19,4%), en raison d'un accroissement des importations (+56,6 milliards de FCFA) plus important que celui des exportations (+31,6 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 1.393,9 milliards de FCFA en 2015, en hausse de 2,3% sur un an, imputable principalement à la progression des exportations d'or non monétaire (+75,8 milliards de FCFA). En effet, les ventes d'or à l'étranger sont passées de 800,0 milliards de FCFA en 2014 à 875,8 milliards de FCFA en 2015, à la faveur d'une progression des quantités et d'une bonne orientation des cours. Les importations ont progressé de 56,6 milliards de FCFA, en raison du contexte de la Transition politique marquée par un attentisme des opérateurs économiques à effets négatifs sur le rythme de l'activité économique intérieure. Elles sont passées de 1.490,9 milliards de FCFA en 2014 à 1.547,6 milliards de FCFA en 2015. Cet accroissement de 3,8% est dû principalement aux biens d'équipement (+67,6 milliards de FCFA), aux biens intermédiaires (+65,5 milliards de FCFA) et aux produits alimentaires (+14,9 milliards de FCFA), la valeur des produits pétroliers importés s'étant inscrite en repli de 121,1 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours internationaux du pétrole. Elle a dégagé un solde de -448,7 milliards de FCFA en 2015 contre -423,2 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 6,0%, en liaison principalement avec la hausse des paiements au profit des non-résidents au titre des autres services, notamment financiers et d'assurance.

La balance des revenus primaires est ressortie à -149,5 milliards de FCFA en 2015 contre -177,5 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 15,8%, due à une accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements. La balance des revenus secondaires : le solde des revenus secondaires s'est établi à 267,0 milliards de FCFA en 2015, en accroissement de 30,9 milliards de FCFA (+13,1%) sur un an, reflétant la hausse des transferts publics, notamment les appuis budgétaires reçus par l'Etat (+25,9 milliards de FCFA) et des transferts privés (+4,8 milliards de FCFA). Au total, les transactions courantes avec le reste du monde se sont traduites par une amélioration du solde du compte courant qui est passé de -7,9% du PIB en 2014 à -7,4% en 2015. Hors dons officiels, les transactions courantes se sont soldées par un déficit de 12,2% en part du PIB en 2015 contre 12,4% en 2014.

Le solde du compte de capital s'est situé à +153,6 milliards de FCFA en 2015, en diminution de 23,2% par rapport à son niveau de 200,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte d'un repli des transferts en capital de l'Administration Publique (-52,3 milliards de FCFA, soit -33,2%) et de la hausse de ceux du secteur privé (+5,8 milliards de FCFA, soit +13,5%). Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est caractérisé par des entrées nettes de 572,1 milliards de FCFA en 2015 contre des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA en 2014, soit un afflux de 408,6 milliards de FCFA sur un an. Les flux d'investissements directs se sont traduits en 2015 respectivement par une entrée nette de capitaux de 102,5 milliards de FCFA, correspondant à une diminution de 39,2 milliards de FCFA. Les investissements de portefeuille se sont, quant à eux, traduits par une sortie nette de capitaux de 86,0 milliards de FCFA, en quasi-stagnation (-0,2 milliard de FCFA) d'une année à l'autre.

L'ensemble des transactions avec le reste du monde s'est traduit par un solde global excédentaire de 246,0 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 132,9 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 378,9 milliards de FCFA sur un an.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

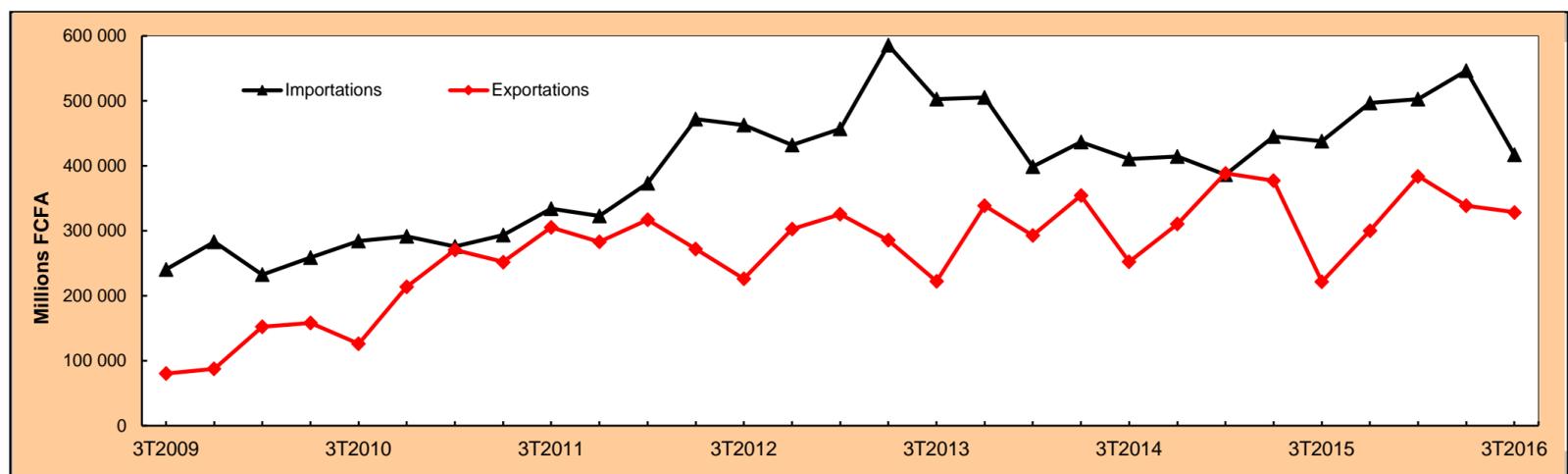
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
TOTAL	438 074,8	496 953,5	502 721,8	546 657,4	417 401,6	-23,6%	-4,7%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 431,9	4 802,7	4 297,2	4 133,2	4 324,9	4,6%	-2,4%
Produits du règne végétal	24 360,3	30 249,4	27 416,3	30 171,9	26 053,1	-13,7%	6,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 244,8	5 559,0	4 183,5	6 917,8	7 166,8	3,6%	120,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	22 578,8	34 071,1	23 277,6	34 629,0	22 759,2	-34,3%	0,8%
Produits minéraux	137 984,5	145 519,5	120 849,8	126 163,7	107 392,4	-14,9%	-22,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	52 904,2	48 813,0	90 031,7	97 879,2	51 901,6	-47,0%	-1,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	14 116,5	21 125,0	16 641,1	19 082,6	16 853,7	-11,7%	19,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	344,8	154,7	107,8	288,7	458,2	58,7%	32,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 017,3	838,8	1 102,3	1 493,8	1 052,4	-29,5%	3,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 177,0	5 790,6	5 823,7	6 771,4	8 252,7	21,9%	15,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	5 340,6	8 512,5	8 490,4	32 671,6	10 333,0	-68,4%	93,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 184,3	1 019,2	867,1	3 104,1	2 722,7	-12,3%	129,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 192,5	3 193,9	3 013,4	3 409,4	3 637,0	6,7%	13,9%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	90,6	44,2	27,4	31,9	78,9	147,0%	-13,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	26 952,9	36 353,5	32 177,8	39 212,2	32 234,0	-17,8%	19,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	79 729,9	82 092,0	118 379,9	84 005,2	74 558,4	-11,2%	-6,5%
Matériel de transport	44 163,8	56 517,9	36 964,4	41 775,4	35 596,5	-14,8%	-19,4%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	3 237,8	6 509,2	4 487,0	5 648,9	5 515,2	-2,4%	70,3%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	955,1	645,3	256,6	3 629,2	132,5	-96,3%	-86,1%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 129,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2016. Toutes les grandes importations ont enregistré des baisses, dont les plus importantes sont celles des « produits industries chimiques » de 46,0 milliards de FCFA, des « matières textiles et ouvrages en ces matières » de 22,3 milliards de FCFA, de la facture pétrolière de 18,8 milliards de FCFA et des « produits des industries alimentaires, boissons et alcools » de 11,9 milliards de FCFA.

Comparativement au troisième trimestre de 2015, les importations ont enregistré une baisse de 20,7 milliards de FCFA, lié principalement à la baisse de la facture pétrolière. La baisse de la facture pétrolière de 30,6 milliards de FCFA et du « matériels de transports » de 8,6 milliards de FCFA n'a pas pu être compensée par la hausse constatée dans les autres produits.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
TOTAL	221 675,4	300 287,7	384 095,5	338 774,6	328 496,8	-3,0%	48,2%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 111,9	714,1	768,4	577,6	444,0	-23,1%	-60,1%
Produits du règne végétal	23 371,1	27 907,5	46 288,6	76 574,9	27 250,4	-64,4%	16,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	12 889,8	24 642,2	41 729,2	16 953,6	12 077,4	-28,8%	-6,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 243,3	2 431,8	962,0	2 421,0	1 952,2	-19,4%	57,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 306,3	1 019,7	2 138,5	2 401,8	1 115,5	-53,6%	-14,6%
Produits minéraux	2 351,7	336,2	222,0	1 190,3	407,0	-65,8%	-82,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	704,3	6 775,0	858,7	1 307,3	11 143,7	752,4%	1482,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	160,5	285,0	2 283,3	356,9	147,1	-58,8%	-8,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	110,8	151,3	62,2	936,6	330,7	-64,7%	198,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	3,6	0,0	6,9	200,3	5,3	-97,3%	49,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	9,0	11,5	16,0	109,7	6,8	-93,8%	-23,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 039,7	29 505,1	129 486,8	29 913,2	1 022,6	-96,6%	-1,6%
dont coton fibre	113,4	28 691,5	112 373,0	29 530,6	358,7	-98,8%	216,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	17,6	10,3	13,1	13,9	15,3	9,9%	-13,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	75,0	78,3	26,3	41,9	5,1	-87,8%	-93,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	173 459,7	210 704,3	183 380,9	201 431,2	265 847,3	32,0%	53,3%
dont or	173 195,8	210 371,8	183 032,8	201 023,9	265 278,8	32,0%	53,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	6 978,8	9 770,4	10 535,4	9 309,6	12 662,3	36,0%	81,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	5 392,8	4 143,4	3 299,8	3 347,1	3 301,5	-1,4%	-38,8%
Matériel de transport	3 588,8	5 379,7	1 841,8	7 847,2	2 152,7	-72,6%	-40,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	57,5	363,1	166,0	102,7	82,3	-19,9%	43,1%
Marchandises et produits divers	617,6	609,2	133,5	355,0	543,5	53,1%	-12,0%

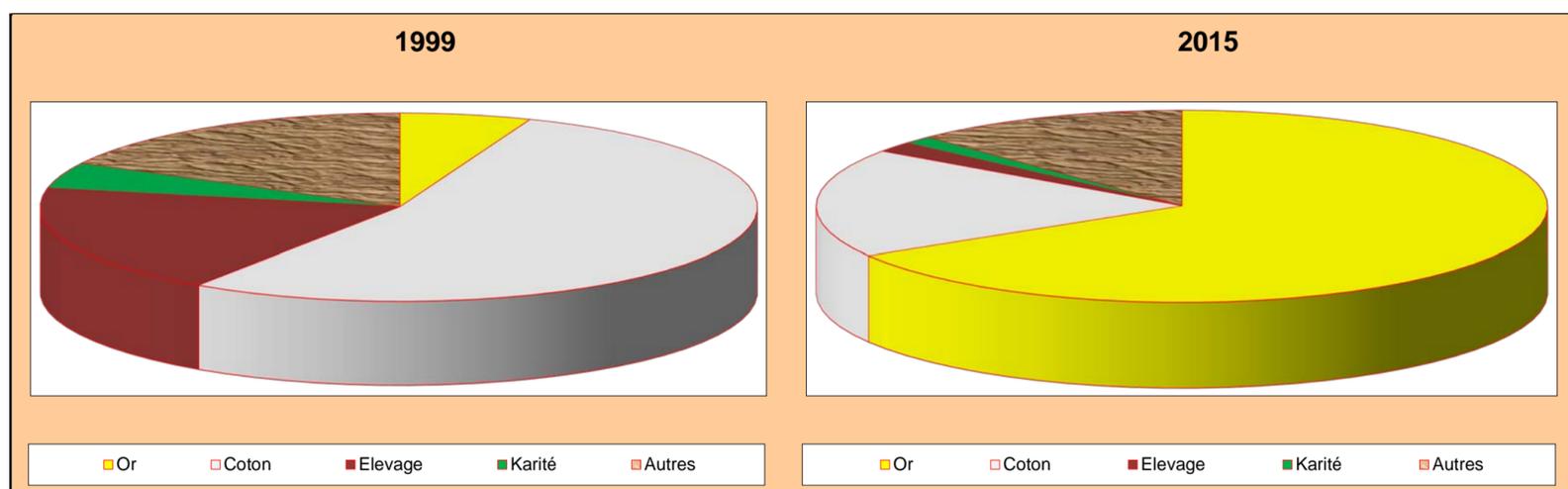


Au troisième trimestre 2016, les exportations enregistrent une baisse de 10,3% comparativement au trimestre précédent, ramenant le niveau des exportations de 338,5 milliards FCFA au deuxième trimestre 2016 à 328,5 milliards FCFA. Cette baisse est imputable principalement aux exportations de coton fibre, et des oléagineux (arachides, graine de coton, sésame et autres graines et fruit oléagineux). En effet, la baisse des exportations de « produits du règne végétal » de 49,3 milliards de FCFA et des « matières textiles et ouvrages en ses matières » de 28,9 milliards de FCFA n'a pas pu compenser la hausse des exportations de « l'or non monétaire » de 64,3 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance inverse est observée avec une hausse de 48,2%, soit 106,8 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2015. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire et des produits des industries chimiques. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 92,4 milliards de FCFA, et celle des produits des industries chimiques de 10,4 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	1999	2012	2013	2014	2015
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	5,9%	79,4%	62,7%	58,7%	66,3%
Part du coton dans total	53,5%	11,4%	16,4%	17,4%	18,4%
Part des produits de l'élevage dans total	18,8%	5,4%	3,3%	2,9%	1,7%
Part du karité dans total	4,5%	1,7%	1,6%	1,8%	1,3%
Part des autres produits dans total	17,3%	2,2%	16,0%	19,3%	12,2%

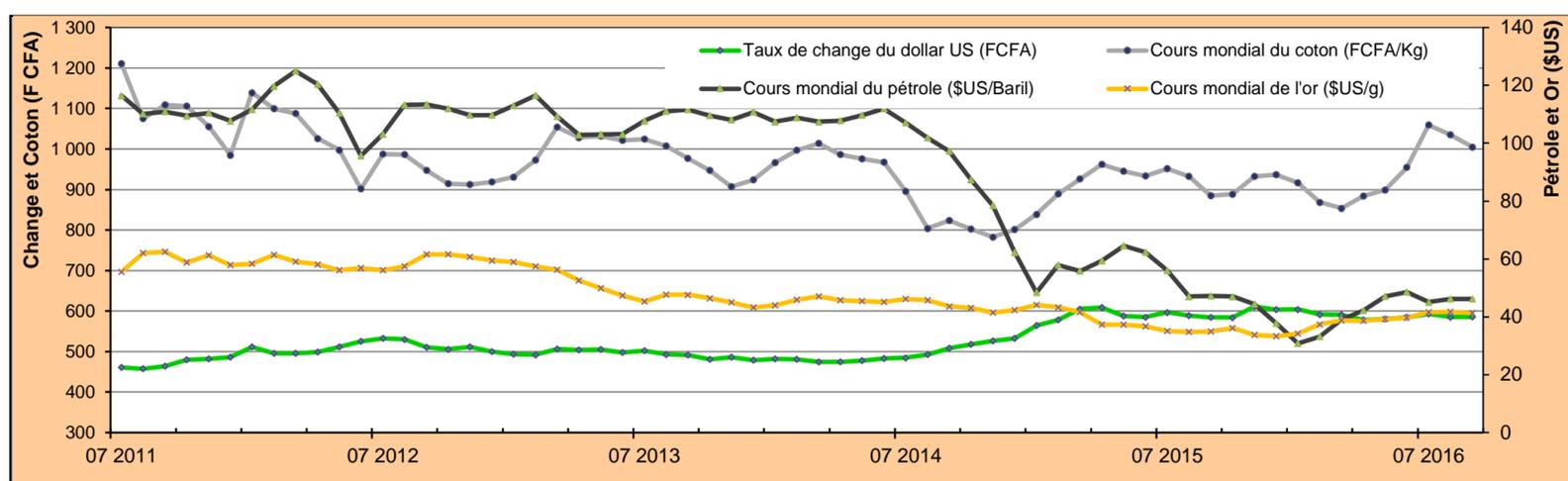


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (53,5%) et celles de produits de l'élevage (18,8%) en 1999, il ressort une prédominance de l'or avec 66,2% de la part des exportations en 2015. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 36,2 tonnes en 2015.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	590,1	599,4	595,4	580,9	587,5	1,1%	-0,4%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	50,0	43,0	34,4	45,9	45,8	-0,3%	-8,5%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 563,9	1 533,2	1 476,6	1 570,7	1 757,9	11,9%	12,4%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	34,9	34,4	36,7	39,2	41,5	5,9%	18,8%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	29,5	25,8	20,4	26,7	26,9	0,8%	-8,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	923,0	919,0	879,4	912,5	1 032,9	13,2%	11,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	20,6	20,6	21,9	22,8	24,4	7,2%	18,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,031	0,036	0,043	0,034	0,038	12,0%	22,2%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, après deux trimestres d'affilés de dépréciation, la monnaie américaine s'est reprise par rapport aux autres devises, notamment le FCFA au troisième trimestre 2016. Le franc CFA s'est déprécié vis à vis du dollar (-1,1% contre +2,4% au deuxième trimestre 2016). En moyenne, un dollar américain valait 587,5 francs au troisième trimestre contre 580,9 francs le trimestre dernier. En glissement annuel, le dollar a perdu 0,4% de sa valeur vis-à-vis du franc CFA. La monnaie américaine resterait sous l'influence des résultats relativement modestes de l'économie américaine et le maintien de la politique accommodante de la Fed.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton poursuit au troisième trimestre 2016 sa hausse amorcée au trimestre précédent. Il a augmenté de 11,6% après une progression de 6,4% au deuxième trimestre 2016. En moyenne, le cours du coton a atteint 1 757,9 dollars la tonne au troisième trimestre 2016 contre 1 570,7 dollars un trimestre auparavant. En glissement annuel, le cours du coton est en hausse de 12,4% au troisième trimestre 2016. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1 032,9 FCFA le kilogramme, contre 912,5 FCFA au deuxième trimestre 2016, soit un accroissement de 13,2%. Le raffermissement du cours du coton serait tributaire par des stocks mondiaux moins importants qu'attendus notamment en Chine, en Inde et aux Etats-Unis.

Le cours de l'or reste ferme au troisième trimestre 2016.

L'or s'est renchéri de 5,9% en rythme trimestriel au troisième trimestre 2016 après une hausse de 6,6% un trimestre auparavant. Le prix de l'or s'est situé en moyenne à 41,5 dollars le gramme contre 39,2 dollars au deuxième trimestre. Sur la base annuelle, le cours de l'or a augmenté de 18,8% au troisième trimestre après un accroissement de 5,6% le trimestre précédent. Exprimé en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 24 387 francs, en progression de 7,2% en rythme trimestriel et de 18,3% en glissement annuel. La bonne orientation du cours de l'or s'explique par son statut de valeur refuge renforcé par le climat d'incertitude lié à la récente crise du Brexit et au ralentissement de la croissance de l'économie mondiale.

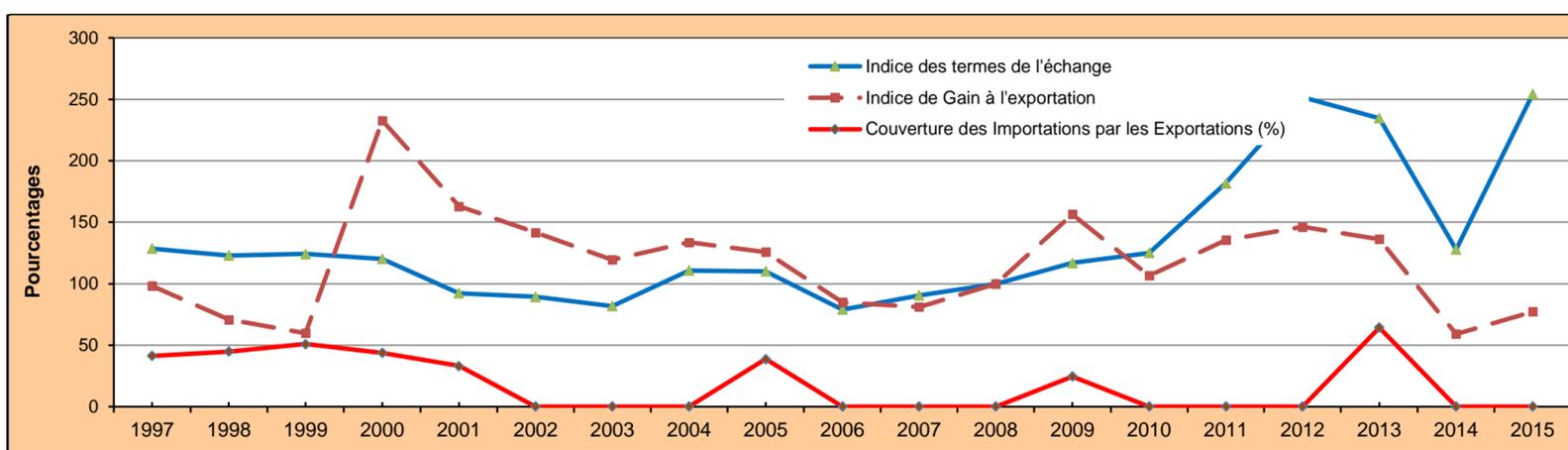
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le rebond des cours amorcé au deuxième trimestre 2016 s'est tempéré au troisième trimestre. Le cours du baril de pétrole Brent, s'établissant en moyenne à 45,8 dollars au troisième trimestre 2016, est resté quasi stable (-0,3% contre +33,7% le trimestre précédent). Sur un an, le prix du baril de pétrole Brent a fléchi de 8,5% au troisième trimestre contre -26% un trimestre plus tôt. Converti en franc FCFA, il est en hausse de 0,8% en rythme trimestriel et en baisse de 8,9% en glissement annuel. Cette évolution s'explique par une offre mondiale abondante renforcée par la production excédentaire de l'Arabie Saoudite en dépit des récentes troubles de la production en Lybie, au Nigéria, au Venezuela et au Canada.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	Var. Thursday	
						Var./2014	Var./2013
Indice prix à l'exportation	282,4	283,5	234,3	207,3	231,2	11,5%	-1,3%
Indice prix à l'importation	112,2	120,8	117,3	90,9	90,9	0,1%	-22,4%
Indice des termes de l'échange	251,7	234,7	127,8	228,1	254,2	11,5%	98,9%
Indice de gain à l'exportation	146,1	136,2	59,0	93,1	77,2	-17,1%	30,8%
Couverture des Importations par les Exportations (%)		64,2				#DIV/0!	#DIV/0!



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011; à 63,6% en 2012; à 57,2% en 2013, 72,8% en 2014 et 72,9% en 2015. Cependant, le taux de couverture est passé à 100,5% au premier trimestre 2015.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministre des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP